

Grand-Popo, Bénin, du 28 au 31 août 2018

# Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA)

*Avec l'accent mis sur l'intégration de l'adaptation dans le processus de budgétisation et la communication stratégique de l'adaptation*



Mis en œuvre par :



Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Mandaté par :



Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire

de la République fédérale d'Allemagne

Sous la tutelle du :



MINISTÈRE DU CADRE DE VIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Sous la tutelle du :



République du Sénégal  
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)



En coopération avec :



Réseau mondial de PNA

Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :



Secrétariat hébergé par :



## Table des matières

Introduction .....	3
28 août   Introduction au processus de PNA.....	4
29 août   L'intégration de l'adaptation dans le processus de budgétisation.....	8
30 août   La communication stratégique de l'adaptation .....	16
31 août   Visite sur le terrain .....	21
Évaluation .....	23
Annexe A : Agenda du Forum Francophone .....	25
Annexe B : Liste des participants .....	32
Annexe C : Revue de presse.....	36
Annexe D : Note conceptuelle .....	37
Annexe E : Transcription des exercices.....	41

**Préparé par :** l'Institut International du Développement Durable (IISD)

**Soumis à :** « Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne », mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en coopération avec Climate Analytics gGmbH. Au Bénin, il est mis en œuvre sous la tutelle du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) et en coopération avec le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED), au Sénégal sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et au Burkina Faso sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC).

## Abbreviations

BMU	Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sûreté nucléaire (Allemagne)
CePED	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (Bénin)
CDN	Contributions Déterminées au niveau National
DGEC	Direction Générale de l'Environnement et le Climat (Bénin)
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPPD	Documents de Programmation Pluriannuelle de Dépense
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
IISD	Institut International du Développement Durable
IKI	Initiative internationale pour le climat
LoCAL	Mécanisme de Financement de l'Adaptation au niveau Local
MDE	Ministère de l'Environnement (Haïti)
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (Burkina Faso).
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (Sénégal)
MCVDD	Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (Bénin)
MPCE	Ministère de la Planification et Coopération Externe (Haïti)
NAP GN	Réseau mondial de PNA
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAS-PNA	Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne
PMA	Pays les Moins Avancés
PNA	Plan National d'Adaptation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UNCDF	Fonds d'équipement des Nations Unies
USAID	United States Agency for International Development - Collaborative
COMFISH	Management for a Sustainable Fisheries Future in Senegal
WACA	West Africa Coastal Areas Management Program

## Introduction

Le Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) organisé du 28 au 31 août 2018 à Grand-Popo, au Bénin avec l'accent mis sur l'intégration de l'adaptation dans le processus de budgétisation et la communication stratégique de l'adaptation a réuni des représentants gouvernementaux des pays francophones de l'Afrique sub-saharienne ainsi que des autres pays intéressés afin de partager les expériences de meilleures pratiques et d'une expérience d'apprentissage entre pairs et de permettre à certains qui désirent se lancer dans le processus PNA de bénéficier de contributions d'experts.

Les objectifs du Forum Francophone étaient :

- L'élaboration de stratégies pour obtenir un soutien politique de haut niveau en vue de l'intégration de l'adaptation dans les politiques nationales en tant qu'objectif principal ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur la manière d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de budgétisation ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur les communications stratégiques relatives à l'adaptation et au processus de PNA ;
- L'identification des rôles possibles des différents acteurs (représentants sectoriels, points focaux nationaux en matière de changements climatiques, représentants financiers ou en planification) et de la manière dont ils peuvent coordonner leurs actions pour appuyer ces processus.

Le Forum a été organisé dans le cadre du « Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne » (PAS-PNA) conjointement par le Gouvernement Béninois à travers la Direction Générale de l'Environnement et le Climat (DGEC) du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) du Bénin, le PAS-PNA et le Réseau mondial de PNA (NAP GN).

Le projet PAS-PNA est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en coopération avec Climate Analytics gGmbH. Au Bénin, il est mis en œuvre sous la tutelle du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) et en coopération avec le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED), au Sénégal sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et au Burkina Faso sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC). Le projet fait partie de l'initiative internationale pour le climat (IKI). Le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) soutient cette initiative en vertu d'une décision du Parlement de la République fédérale d'Allemagne.

Le Forum Francophone fait partie de la composante IV du PAS-PNA. Cette composante a pour objectif l'échange d'expériences et de solutions efficaces, en lien avec le processus PNA, au sein d'une plateforme francophone par les Pays les Moins Avancés (PMA) francophones d'Afrique subsaharienne. Au nombre des activités à réaliser pour atteindre cet objectif, il est prévu d'organiser des ateliers régionaux et l'échange virtuelle à travers des webinaires (seminaires en ligne).

### Tableau 1. Pays et institutions représentés

Parmi les participants figuraient des représentants des pays suivants, ainsi qu'un petit nombre de représentants d'institutions travaillant sur des questions pertinentes. Voir l'Annexe C pour une liste complète de participants.

#### Pays

- Bénin
- Sénégal
- Burkina Faso
- Mali
- Nigéria
- Haïti
- Togo
- Madagascar
- Jamaïque
- Côte d'Ivoire
- Ghana

#### Institutions

- GIZ (PAS-PNA)
- Climate Analytics (PAS-PNA)
- IISD (NAP GN)
- BMU
- Ambassade d'Allemagne
- PNUD

Ce Forum a rassemblé plus de 47 participants représentant de 11 pays (voir Tableau 1) ainsi que des experts techniques et des membres du personnel d'organismes partenaires de développement.

## 28 août | Introduction au processus de PNA

La première journée du Forum Francophone sur le processus de PNA après la cérémonie d'ouverture présidée par la Directrice du Cabinet du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD), a été centrée sur un résumé de l'état d'avancement dans le processus des pays représentés au Forum et sur une introduction aux concepts clés liés au processus de PNA, notamment le soutien politique de haut niveau et l'intégration sectorielle des questions relatives à l'adaptation.

Les participants ont partagé un aperçu des processus de PNA de leurs pays pendant le **marché autour des processus de PNA** durant lequel ils ont fait part d'un résumé de leurs processus de PNA en une phrase, en précisant les dates clés, les secteurs prioritaires et les défis. Cet exercice a mis en évidence quelques tendances communes : la plupart des pays présents au Forum en sont au stade de la planification et n'ont pas encore atteint la phase de mise en œuvre du processus de PNA. Les pays avaient adopté une variété d'approches, à savoir une approche



dirigée par les secteurs (par ex. le Mali et le Sénégal), une approche coordonnée au niveau national (par ex. le Burkina Faso, le Bénin et le Togo) ou une approche hybride (par ex. la Jamaïque).

De nombreux secteurs prioritaires étaient communs aux pays présents, l'agriculture, la santé, l'eau, l'énergie et les zones côtières étant souvent citées.

Le financement (à la fois international et domestique) a été mis en avant par de nombreux participants comme étant le défi principal pour le processus de PNA, ainsi que la capacité technique, le suivi et l'évaluation, et la communication avec les parties prenantes.

**Figure 1. L'éventail des approches pour l'amorçage de l'intégration sectorielle<sup>1</sup>**



### Études de cas des pays

À la suite du marché, plusieurs pays ont présenté des exposés apportant davantage de précisions sur leurs processus de PNA.

Le Dr Antwi-Boasiako AMOAH a présenté un exposé sur le processus de PNA du **Ghana** soulignant l'élaboration d'un « Cadre de PNA » visant à créer un élan pour la planification de l'adaptation. Parmi les approches qui sous-tendent le processus de PNA du Ghana, notons l'implication du secteur privé, l'intégration horizontale (l'intégration de l'adaptation entre les ministères gouvernementaux), l'intégration verticale (l'intégration de l'adaptation entre les structures infranationales) et l'élaboration d'un processus de PNA sensible aux questions de genre et employant une approche axée sur les écosystèmes. Le PNA du Ghana cherchera à aborder à la fois des échéanciers à moyen terme et à long terme.

<sup>1</sup> Source : Price-Kelly, H. et Hamill, A. (2015). [Aperçu du PNA : amorçage de l'intégration sectorielle des mesures d'adaptation](#). Réseau mondial de PNA

Mme Gerty PIERRE d'**Haïti** a donné une présentation sur leur processus de PNA multisectoriel dirigé par le Ministère de l'Environnement (MDE) en collaboration avec le Ministère de la Planification et Coopération Externe (MPCE). Un secrétariat technique et un comité de pilotage y participent. À partir de janvier 2019, le gouvernement Haïtien cherchera à intégrer le processus à l'accord-cadre sur les dons de préparation et d'appui préparatoire entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds Vert pour le Climat (FVC). Les premières étapes comprendront l'engagement du gouvernement par un mémorandum entre le MDE et le MPCE, un atelier de lancement et l'adoption du plan d'action défini en Comité de pilotage.

M. Jean Douglas ANAMAN a présenté le processus de PNA en **Côte d'Ivoire** qui sera un cadre qui favorise une approche holistique et itérative en matière d'adaptation aux changements climatiques tout en intégrant une approche interne et externe de mobilisation de financements avec des mécanismes innovants y compris la prise en compte du secteur privé. Dans la première phase, cinq secteurs clés (l'agriculture, les ressources en eau, l'utilisation des terres, les zones côtières et la santé) à forte vulnérabilité seront couverts par le processus de PNA avec la prise en compte du genre, de façon transversale.

Mme. Dibor SARR dans sa présentation a fait état du processus du PNA Pêche au **Sénégal**. En effet, sous la direction du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), le gouvernement du Sénégal a lancé le processus PNA en juillet 2015. L'option du Sénégal est de travailler sur des PNA sectoriels qui serviront de base à l'élaboration du PNA global. Le secteur de la pêche a été identifié dans le Plan Sénégal Emergent, comme un des piliers économiques devant soutenir une dynamique de croissance forte et durable. Cependant, ce secteur est très vulnérable aux effets néfastes des changements climatiques. Ainsi, avec l'appui de de l'USAID COMFISH, le Sénégal a lancé le processus PNA Pêche. La démarche adoptée dans ce processus était inclusive et participative. Elle est basée sur la consultation des toutes les parties prenantes au processus tant au niveau local qu'au niveau national. Cela a abouti à l'élaboration et la validation politique du document de PNA du secteur de la pêche accompagné de sa stratégie de mise en œuvre.

L'exercice final de la journée était **d'identifier les difficultés et les opportunités se présentant aux différents acteurs pour obtenir un soutien politique de haut niveau**. Les participants se sont réunis en petits groupes pour examiner les défis et les opportunités pour obtenir un soutien politique de haut niveau, les alternatives pour répondre à ceux-ci et les rôles des différents acteurs. Les discussions se sont focalisées sur quatre domaines principaux : la preuve et la capacité, l'intégration avec les initiatives et priorités existantes, la communication et le fait de tirer profit des opportunités et des ressources. Chacun de ces quatre domaines correspond à une série de facteurs ayant un impact sur l'engagement politique (comme le montre la Figure 2 ci-dessous) et les opportunités connexes.

Tableau 2. Facteurs liés au soutien politique <sup>2</sup>

FACTEUR	EXPLICATION
<b>a) Preuve et capacité</b>	
<i>Indication crédible du problème</i>	<b>Preuve</b> démontrant l'existence du problème. <b>La quantification</b> (par ex., attribuer une valeur économique aux effets et à l'action d'adaptation) peut être particulièrement efficace, mais une confiance trop importante accordée aux chiffres risque de masquer la complexité.
<i>Alternatives politiques claires</i>	<b>Propositions</b> qui persuadent les décideurs politiques qu'un problème est surmontable.
<i>Capacité technique</i>	S'assurer qu'il existe une <b>solide compréhension technique</b> du sujet pour faciliter la compréhension de la preuve présentée et des mesures à prendre pour y répondre.
<i>Coopération Sud-Sud</i>	Efforts des pays voisins ou de la même région, ou de ceux partageant des contextes socioéconomiques ou géographiques similaires, qui servent d'exemples et exercent une pression amicale pour la prise de mesures.
<b>b) Communication et profil</b>	
<i>Clarté</i>	Décrire la question de l'adaptation et le processus de PNA en particulier, en <b>termes simples, non techniques</b> . Les intermédiaires peuvent être cruciaux pour renforcer la clarté.
<i>Mobilisation de la société civile et des médias</i>	Réseau d'acteurs déterminés à <b>promouvoir et défendre</b> l'adaptation ; élaboration de messages communs et d'une vision partagée pour trouver des solutions.
<i>Défenseurs politiques</i>	Individus respectés et compétents, désireux de <b>promouvoir et faire avancer</b> les dossiers.
<b>c) Intégration</b>	
<i>Cadrage</i>	Description publique du processus de PNA qui <b>trouve un écho auprès des dirigeants politiques et de leurs priorités existantes</b> (par ex., productivité agricole, construction d'infrastructures, etc.). Envisager l'adaptation comme une priorité complémentaire et non simultanée.
<i>Démonstration des avantages connexes</i>	Démontrer que les mesures d'adaptation <b>s'appuieront sur et engendreront des solutions</b> pour d'autres programmes et initiatives de politique (par ex. le développement durable, l'aide humanitaire).
<i>Cohésion de la communauté politique</i>	<b>Accord</b> au sein de la communauté politique sur le choix, la priorité et la chronologie des mesures à prendre.
<i>Transitions politiques</i>	Lié à l'importance d'utiliser le soutien politique, une fois obtenu, en vue <b>d'intégrer l'adaptation aux politiques à long terme pour en garantir la continuité</b> .
<b>d) Tirer profit des opportunités</b>	
<i>Ciblage des rencontres</i>	Rencontres majeures, planifiées ou non, offrant une <b>visibilité aux enjeux climatiques</b> . Il s'agit par exemple de catastrophes naturelles présentées en termes de répercussions climatiques, ou de conférences à grande échelle sur les enjeux climatiques.
<i>Élan politique extérieur</i>	<b>Les efforts des acteurs internationaux</b> visant à établir une vision commune de l'adaptation peuvent influencer les décisions nationales.
<i>Disponibilité et approvisionnement des ressources</i>	La mise à disposition de ressources financières et techniques internationales et nationales destinées à l'adaptation peuvent permettre d'attirer l'attention sur la question.

Au cours de cet exercice, les participants ont identifié les acteurs clés ayant des responsabilités liées au processus de PNA. Parmi les défis souvent évoqués, citons :

<sup>2</sup> Les facteurs identifiés s'inspirent de recherches conduites dans le secteur de la santé par Shiffman, J. (2007). Generating political priority for maternal mortality reduction in 5 developing countries. *American Journal of Public Health*, 97(5), 796–803. Fox et al. (2015) Measuring political commitment and opportunities to advance food and nutrition security: piloting a rapid assessment tool. *Health Policy and Planning*, 30, 566-578.



- Parmi les ministères conduisant les processus de PNA, un manque de ressources humaines et de capacité d'adaptation ;
- Un budget et un financement insuffisants ;
- Un manque de soutien politique de haut niveau pour le processus de PNA ;
- Un manque de données et d'informations scientifiques relatives aux effets néfastes des changements climatiques ;
- Des difficultés au niveau de la coordination et de la communication.

Parmi les opportunités identifiées chez les acteurs clés responsables des processus de PNA, citons :

- Des liens avec d'autres processus relatifs au développement durable, y compris l'adaptation dans le cadre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et des Objectifs de Développement Durable (ODD) ;
- Le ralliement des secteurs peut représenter une source significative de ressources techniques et financières pour le processus de PNA ;
- L'apprentissage entre pairs et le partage des enseignements tirés ont également été identifiés en tant qu'opportunités.

Une question soulevée lors des discussions était celle de savoir si la nomination d'une personne en tant que point focal PNA pouvait aider à faire progresser les processus de PNA des pays. Il en est ressorti une variété d'expériences : pour certains pays, un point focal PNA paraît essentiel à la coordination et à la création d'élan pour le processus (par ex. la Jamaïque), tandis que pour d'autres pays, l'efficacité de ce poste dépend du niveau de soutien politique et de pouvoir décisionnel détenu par l'individu en question.

## 29 août | L'intégration de l'adaptation dans le processus de budgétisation

La deuxième journée du Forum Francophone sur le processus de PNA a été centrée sur la budgétisation en vue de l'adaptation et sur d'autres formes de financement public intérieur pour appuyer les processus de PNA.

### Introduction au processus de budgétisation et au financement public intérieur<sup>3</sup>

Les pays en développement peuvent avoir accès à un éventail de sources de financement pour soutenir leurs processus de PNA, contribuant ainsi à l'accomplissement du volet d'adaptation de leurs CDN. En général, ces sources peuvent être classées selon leur origine domestique ou internationale, et publique ou privée. Un défi majeur pour les pays est de déterminer comment conjuguer ces

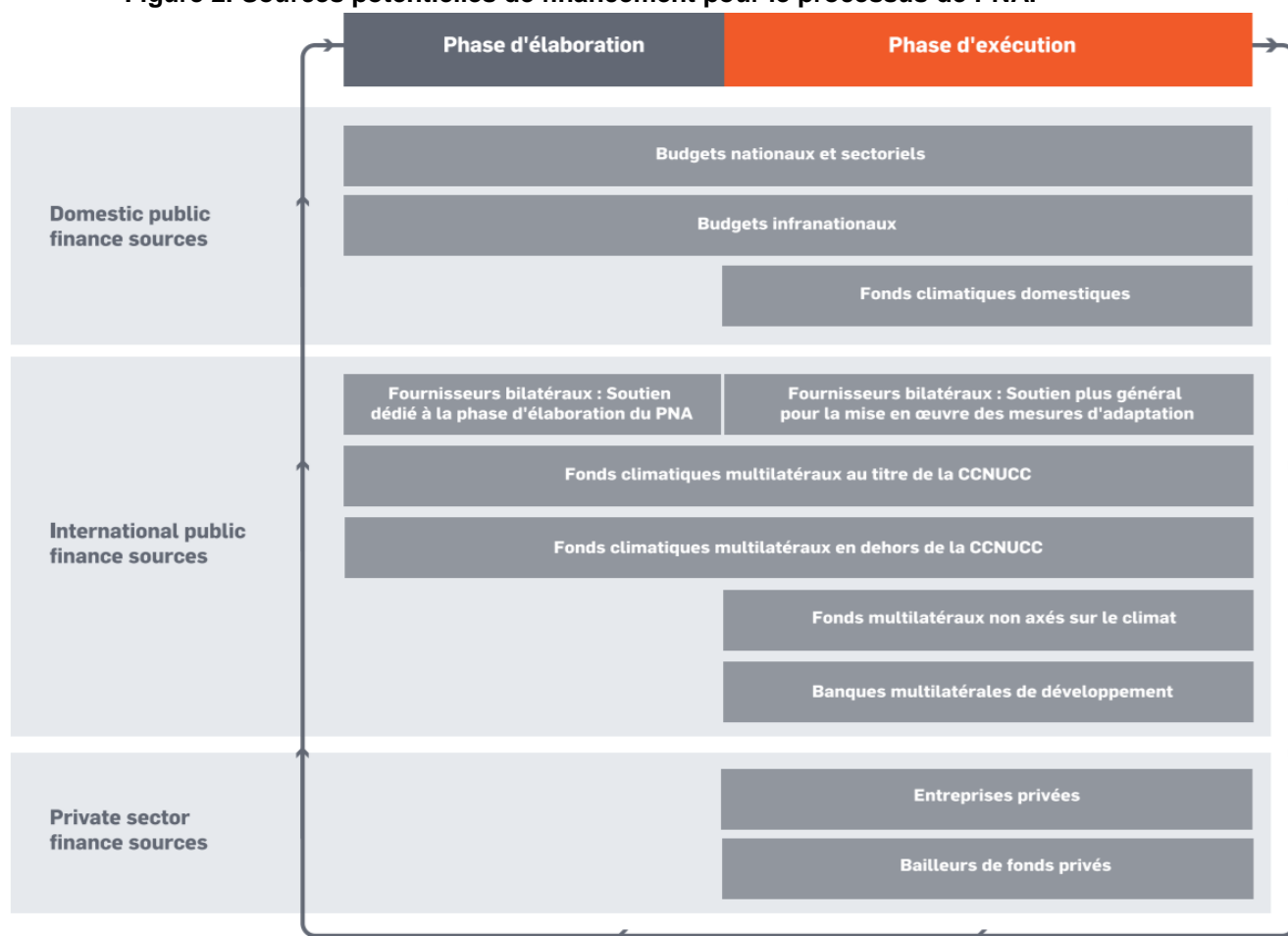
---

<sup>3</sup> Extrait de : Parry, J., Dazé, A., Dekens, J., Terton, A., Brossmann, M., et Oppowa, S. (2017). [Financer les processus de plans nationaux d'adaptation \(PNA\) : Favoriser l'atteinte des objectifs d'adaptation des contributions déterminées au niveau national \(CDN\)](#). Réseau mondial de PNA.

différentes sources de façon optimale afin de faire face à leurs besoins de financement, tout en tenant compte des capacités et circonstances nationales.

Les budgets intérieurs peuvent représenter une source essentielle de ressources financières pour l'adaptation. Par rapport à d'autres sources, ils ont le potentiel de fournir un financement relativement prévisible et constant pour les processus de PNA, notamment pour l'exploitation et le maintien du processus à moyen et long terme. L'utilisation de ressources domestiques pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation montre qu'un pays s'engage à faire progresser les efforts en matière d'adaptation.

**Figure 2. Sources potentielles de financement pour le processus de PNA.<sup>4</sup>**



<sup>4</sup> Source : Parry, J., Dazé, A., Dekens, J., Terton, A., Brossmann, M., et Oppowa, S. (2017). [Financer les processus de plans nationaux d'adaptation \(PNA\) : Favoriser l'atteinte des objectifs d'adaptation des contributions déterminées au niveau national \(CDN\)](#). Réseau mondial de PNA.

## Études de cas des pays

Des participants du Bénin et du Togo ont présenté des études de cas de leurs pays traitant des approches employées par leurs gouvernements en matière de budgétisation pour l'adaptation.

M. Romaric SOFONNOU du **Bénin** a présenté un exposé traitant de la Note Analytique, un outil de veille destiné à baliser le processus budgétaire, avec pour finalité de lier véritablement les dépenses budgétaires aux orientations et priorités définies dans les documents de planification nationale ou sectorielle. Le Bénin en est à sa troisième édition d'élaboration de Note Analytique sur le programme de développement, en annexe de projet de loi de finances, depuis 2016. La note analytique, en rappelant les performances antérieures du programme de développement et en circonscrivant les éléments de politique et de stratégies dont les coûts sont portés au Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle (DPBEP) et aux Documents de Programmation Pluriannuelle de Dépense (DPPD), indique clairement le périmètre et le champ d'intervention pour les dépenses publiques sur la période de référence. Elle trace donc le cadre unique à l'intérieur duquel les allocations de ressources seront réalisées ; évitant aux acteurs, les déperditions de ressources préjudiciables aux résultats et à l'atteinte des objectifs de développement.

M. Tahontanont BAMALI et M. Sawaba ALE ont présenté l'expérience du **Togo** dans l'intégration de l'adaptation dans la planification budgétaire. Le gouvernement du Togo a mis en place un organe intersectoriel de coordination du processus, le Comité Technique de Coordination du processus de PNA. Avec un appui de la coopération allemande, ce dernier a élaboré un « Guide d'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les documents de planification au Togo », a identifié de multiples points d'entrée pour différents stades de l'élaboration du budget national et a lancé une stratégie de plaidoyer et de sensibilisation. Malgré ces efforts, de nombreux obstacles persistent, y compris une insuffisance des ressources financières, « les vieilles habitudes » en prenant effectivement en compte l'adaptation, la conduite des plaidoyers auprès des principaux acteurs clés afin de les convaincre et l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les différents politiques, programmes et stratégies de développement tant au niveau sectoriel que local ainsi que dans le budget.

## Des instruments fiscaux

Cette séance a présenté des instruments fiscaux pour les gouvernements de générer des recettes supplémentaires ou redistribuer des financements intérieurs existants dans un but de soutenir la mise en œuvre de mesures d'adaptation. Des outils qui servent à lever des revenus incluent :

- Les taxes, les prélèvements et les impôts
- Les obligations

- La conversion de dettes

Les recettes générées à l'aide de ces instruments peuvent être (ou ne pas être) réservées pour soutenir l'exécution des mesures d'adaptation.

**Tableau 3. Exemples des instruments fiscaux pour le financement de l'adaptation<sup>5</sup>**

Instrument fiscal	Impact	Exemple de potentiel pour le financement de l'adaptation
Les taxes, les prélèvements et les impôts	L'augmentation du prix d'un bien ou d'un service modifie les incitations et génère des recettes pour le gouvernement.	Le Costa Rica utilise une partie des recettes provenant de sa taxe sur les carburants pour mettre en œuvre ses politiques d'adaptation, en particulier l'approche d'adaptation basée sur les écosystèmes que le pays applique pour la protection des forêts et de l'eau.
Subventions (réforme)	Les subventions font passer une partie du coût d'un bien ou d'un service du consommateur au contribuable ; la réforme remettrait ce coût à la charge du consommateur.	L'Indonésie a réduit ses subventions aux combustibles fossiles, affectant les 16 milliards de dollars US ainsi dégagés à des secteurs comme les infrastructures, l'eau, l'assainissement et la santé. Ces fonds pourraient être utilisés pour couvrir les coûts supplémentaires de l'adaptation dans ces secteurs sensibles au climat.
Obligations vertes / « obligations climat » souveraines	Générer des recettes en émettant des obligations en faveur de projets qui respectent certaines normes environnementales.	La municipalité de Washington a levé 400 millions de dollars US en émettant des obligations vertes municipales en vue de financer des projets, dont l'élargissement des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, qui appuieront l'adaptation à l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des tempêtes.

Mme IGBINE a présenté un exposé portant sur les obligations vertes au **Nigéria**. Ayant émis avec succès un total de N10,69 milliards en obligations vertes en 2017, le Nigéria [espère en émettre](#)<sup>6</sup> N208 milliards en 2018 afin de financer des projets de développement durable en accordant la priorité à la bonne intendance de l'environnement ainsi qu'à la gouvernance sociale et économique. Le Ministère de l'Environnement du Nigéria [estime](#)<sup>7</sup> que N142 milliards seraient nécessaires d'ici 2030 afin de respecter ses engagements en matière de climat. Par conséquent, le gouvernement ne peut pas être le seul investisseur dans les obligations vertes pour

<sup>5</sup> Source : Price-Kelly, H. et Hammill, A. (2016). [Aperçu du PNA : Des financements publics nationaux pour la mise en œuvre des PNA](#). Réseau mondial de PNA.

<sup>6</sup> <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-greenbond/nigeria-to-debase-green-bond-issuance-program-by-end-2018-idUSKBN1KA2DO>

<sup>7</sup> <https://www.premiumtimesng.com/news/more-news/276743-nigerian-green-bond-is-worlds-1st-fully-certified-un-deputy-chief.html>

que ces objectifs soient atteints ; d'importants investissements du secteur privé sont nécessaires.

### **Exercice des instruments fiscaux**

Les participants se sont réunis en groupes pour discuter des opportunités et des défis liés à différents types d'instruments fiscaux.

Parmi les opportunités liées aux obligations vertes qui ont été relevées, notons qu'elles sont ouvertes à tous, qu'elles pourraient mobiliser des financements pour différents ODD et qu'elles pourraient contribuer à favoriser l'implication du secteur privé, mais il existe des difficultés telles que le suivi et l'évaluation de l'assistance qu'elles apportent à l'adaptation ainsi que des préoccupations en matière de mauvaise gouvernance, d'instabilité sociopolitique et de manque de transparence.

Les opportunités liées à la réforme des subventions comprenaient notamment la suppression des subventions relatives aux combustibles fossiles, y compris les produits pétroliers et les engrais. Parmi les difficultés en lien avec la réforme des subventions, citons la nécessité de veiller à ce que les fonds économisés grâce à la réforme soient affectés à des mesures d'adaptation, la résistance manifestée par la population et le fait qu'en cas de mauvaise exécution, la suppression des subventions pourrait nuire aux personnes vivant dans la pauvreté.

Quant aux taxes, prélèvements et impôts, il existe de nombreuses possibilités pour générer des recettes supplémentaires, les participants ayant identifié un éventail d'instruments différents : la tarification sur le carbone, les taxes sur le plastique, les taxes écologiques (pollueur-payeur), les fonds nationaux environnementaux, les fonds de réhabilitation des sites miniers et les taxes de développement local. Il a été observé que ces instruments pourraient également être conçus afin d'encourager des changements de comportement adaptatifs. Néanmoins, pour éviter un phénomène d'opposition de la part du public, il a été noté qu'il est très important d'entreprendre des mesures de sensibilisation et de communication concernant les raisons pour lesquelles ces instruments fiscaux sont utilisés.

### **Accès aux fonds pour l'adaptation aux changements climatiques à travers le budget national**

M. Amadou TOURE, de l'équipe du PAS-PNA, a présenté un exposé traitant de l'accès aux fonds pour l'adaptation aux changements climatiques via les budgets nationaux, y compris une étude de cas concernant la démarche des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). En 2009, les chefs d'État des pays membres de l'UEMOA ont adopté un nouveau cadre harmonisé de gestion des finances publiques de l'UEMOA. Ce nouveau cadre, en ligne avec la Déclaration de Paris de 2005, promeut l'intégration de la gestion axée sur les résultats (GAR) dans le processus budgétaire, l'optimisation de l'intervention des acteurs et la prise en compte des recommandations sur les bonnes pratiques et



normes définies par le Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) de 2001 et le PEFA (Cadre d'évaluation de la gestion des finances publiques).

M. TOURE a souligné comme suit les principaux enseignements à tirer des expériences vécues par le Sénégal et le Bénin relatives à la budgétisation en vue de l'adaptation.

- Au-delà de certaines actions sans coût (faire les choses différemment), il n'y a pas de réalisations sans budget.
- Les options d'intégration de l'ACC dans le budget national varient en fonction de la structure du budget national et de divers autres facteurs.
- Pour trouver de bons points d'entrée pour l'ACC, le cycle budgétaire national doit être étudié en détail.
- Le Ministère des finances joue un rôle clé, mais d'autres acteurs tels que les autres Ministères, le cabinet et le parlement y contribuent.
- La budgétisation n'est pas seulement un processus technique, mais aussi un processus politique.
- Si le processus de budgétisation est parfait et offre trop peu d'options, une plus grande priorisation est encore plus importante.
- Si l'intégration complète n'est pas possible, il est encore possible d'intégrer l'évaluation des risques climatiques dans les investissements nationaux.

### **Les fonds intérieurs relatifs aux changements climatiques**

De nombreux pays en développement ont mis en place des fonds nationaux et/ou infranationaux relatifs aux changements climatiques qui servent à financer leurs priorités en matière d'adaptation (et d'atténuation). En général, les fonds nationaux relatifs aux changements climatiques ont été établis pour créer des véhicules financiers permettant la canalisation, la programmation, le déboursement et le suivi du financement lié au climat (domestique et/ou international). Un fonds intérieur transparent et efficace relatif aux changements climatiques, lorsqu'il est soutenu par des ressources financières domestiques régulières, peut faire ce qui suit :

- Servir de véhicule financier pour les projets et programmes prioritaires en matière d'adaptation aux niveaux national, infranational et sectoriel qui ont été identifiés lors du processus de PNA.
- Augmenter les capacités et la transparence nationales en matière de gestion financière en mettant en place des contrôles financiers efficaces, des mécanismes de suivi et de notification, et des capacités à préparer et évaluer des projets et à examiner des programmes climatiques.
- Positionner les gouvernements nationaux afin de diversifier leurs stratégies de mobilisation des ressources et d'améliorer leur crédibilité vis-à-vis des bailleurs de fonds internationaux (Climate and Development Knowledge Network, 2015).

La plupart des fonds nationaux existants relatifs aux changements climatiques sont financés par une combinaison de sources domestiques et internationales. Citons par exemple le [Fonds d'affectation spéciale national pour le changement climatique indonésien](#)<sup>8</sup>, le [Fonds pour l'Amazonie](#)<sup>9</sup> et le [Fonds climat Mali](#).<sup>10</sup>

Cela dit, la mise en place de fonds domestiques relatifs aux changements climatiques comporte des défis et des risques. Par exemple, il existe un risque que les fonds nationaux pour le climat ne tiennent pas compte des institutions ou systèmes gouvernementaux existants ayant une capacité importante et bien établie en ce qui concerne la canalisation des ressources. En outre, les exemples du passé ont montré que l'intégralité des exigences de programmation et des capacités pour les fonds climatiques doivent être prises en compte lors de la mise en place afin d'assurer un bon fonctionnement à long terme.

M. Marius DOMINGO a donné une présentation traitant de l'expérience du **Bénin** avec le Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC), une entité créée en 2003 par le Ministère en charge de l'Environnement. Ce fonds fait partie depuis 2011 des entités nationales de mise en œuvre des projets du Fonds pour l'Adaptation (FA). Les écotaxes et les amendes environnementales constituent les ressources propres du FNEC. Ces ressources tirent leur fondement du principe de pollueur-payeur instauré par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin 1992. Les modalités de recouvrement et de répartition de ces ressources sont régies par les lois et leurs arrêtés d'application, etc. Des résultats récents, annoncés par les régies financières et concernant la période allant jusqu'à la fin décembre 2017 inclus, ont été évoqués, y compris un montant de 1 423 776 000 francs CFA provenant des écotaxes. Parmi les prochaines étapes pour ce fonds, citons la poursuite de l'amélioration de la gouvernance en restant ferme quant aux procédures d'intervention ; les efforts visant l'accréditation du FNEC au FVC ; le développement d'une réserve de projets éligibles aux ressources du FVC et du FA en cours de formalisation ; l'appui du financement des projets à fort impact, surtout ceux liés à la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques ; et l'élargissement de l'assiette des écotaxes.

Mme Niamele Aminata DIARRA a présenté l'expérience du **Mali** relative au Fonds Climat Mali créé en 2012 par le biais d'un protocole d'accord signé entre le gouvernement du Mali et le Bureau des Fonds multipartenaires du Programme des Nations-Unies pour le Développement (Bureau MPTF du PNUD) et rendu opérationnel en fin 2013, avec l'appui financier et technique du Royaume de la Suède. Son objectif principal est d'aider le Mali à financer les interventions de développement stratégiques telles que définies dans la stratégie nationale Économie

---

<sup>8</sup> <http://icctf.or.id/>

<sup>9</sup> [http://www.amazonfund.gov.br/FundoAmazonia/fam/site\\_en](http://www.amazonfund.gov.br/FundoAmazonia/fam/site_en)

<sup>10</sup> <http://mptf.undp.org/document/download/12430>

Verte et Résiliente aux Changements Climatiques (EVRCC). Il adopte une approche multisectorielle axée sur l'agriculture, l'élevage, la pisciculture, l'eau, l'énergie et la sylviculture. Depuis sa création, ce fonds a mobilisé plus de USD 25 millions, avec des apports significatifs du Royaume de la Suède et du Royaume de Norvège. Le cadre de résultats du plan d'Investissement du Fonds Climat Mali décrit une démarche logique pour une gestion basée sur les résultats et sous-tendue par les théories du changement. Le gouvernement du Mali sollicite un appui des bailleurs de fonds pour la mise en œuvre de la deuxième phase du Fonds Climat Mali.

M. Médard OUIAKONHAN a présenté l'expérience du **Bénin** relative au Mécanisme de Financement de l'Adaptation au niveau Local (LoCAL) du Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF). Ce fonds met l'accent sur les communes et les communautés, les subventions LoCAL étant exclusivement destinées à l'adaptation. Il a souligné que le programme a montré son efficacité au niveau du renforcement des capacités des acteurs des collectivités locales ainsi qu'au niveau de l'engagement des parties prenantes étant donné que de nombreux acteurs différents sont impliqués dans la mise en œuvre des projets. La réussite du programme s'explique en partie par le fait que l'allocation de ressources est basée sur la performance. Le programme conduit à l'élaboration de plans locaux d'adaptation aux changements climatiques dans les communautés pilotes vulnérables.

La journée s'est terminée par une Boutique de connaissances au cours de laquelle les participants pouvaient poser des questions précises aux présentateurs, qui avaient installé des étals de marché où ils partageaient les expériences de leurs pays.

Quelques-unes des questions soulevées lors de cette séance figurent ci-dessous :

- Les fonds nationaux pour le climat peuvent-ils être durables sur le long terme en l'absence d'investissements intérieurs significatifs provenant de l'État, ou dépendent-ils d'investissements internationaux réguliers ?
- Quel système de suivi et d'évaluation pour les obligations vertes permet de garantir leur transparence ?
- Quelle est la procédure d'accréditation d'un fonds national pour le climat vis-à-vis du Fonds Vert pour le Climat ?
- Comment les principaux ministères peuvent-ils obtenir une ligne budgétaire pour le processus de PNA, et comment prioriser les façons de dépenser ce budget ?

Un résumé des discussions se trouve en Annexe E.

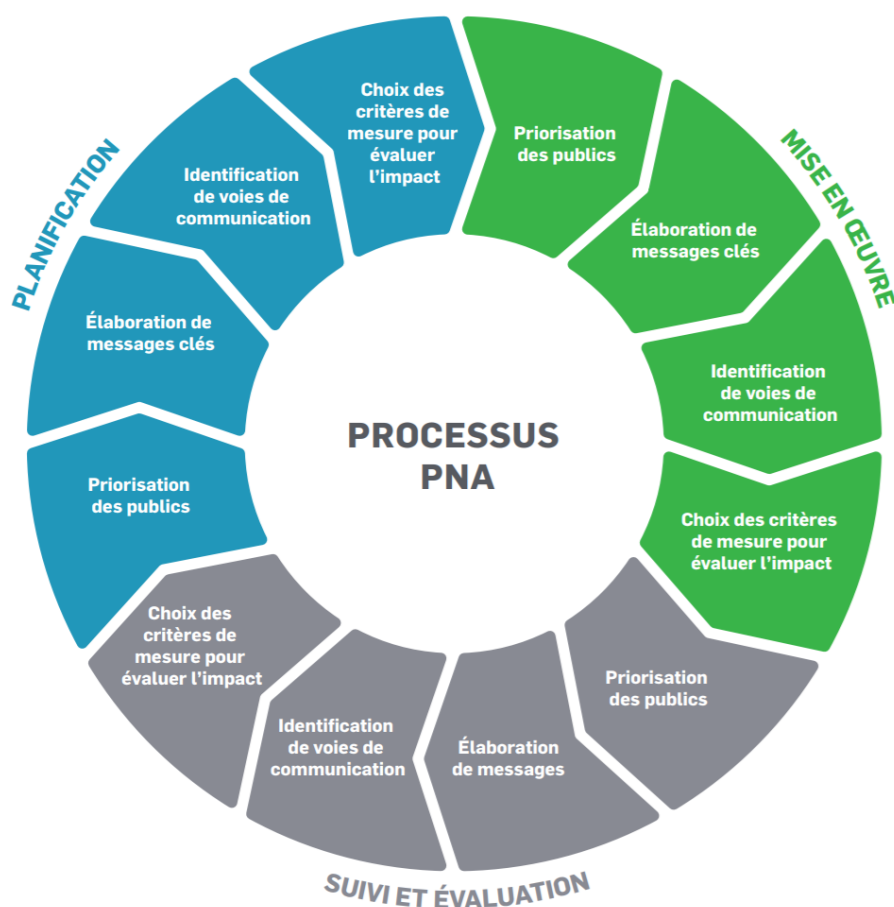
## 30 août | La communication stratégique de l'adaptation

La troisième journée de la conférence a porté sur la communication stratégique pour faire avancer le processus de PNA.

Une approche stratégique des communications – dans laquelle les messages clés sont adaptés aux publics prioritaires et distribués via les voies de communication les plus appropriées pour atteindre ces publics – peut améliorer la manière dont les gouvernements mobilisent les citoyens tout au long de leur processus de PNA.

Comme le montre la Figure 4, les pays peuvent adopter, aux différentes étapes du processus de PNA, une approche stratégique à l'égard des communications en priorisant les publics, en élaborant des messages clés, en identifiant des voies de communication et en mesurant l'impact de leurs activités de communication.

**Figure 3. Exemple d'alignements possibles des communications stratégiques avec les étapes du processus de PNA.<sup>11</sup>**



<sup>11</sup> Source : Ledwell, C. (2018). [Les communications stratégiques pour les processus de plans nationaux d'adaptation \(PNA\)](#). Réseau mondial de PNA.

De nombreux gouvernements entreprennent des communications sur le sujet de l'adaptation aux changements climatiques, telles que la campagne « [Grenada Adapts to Climate Change. Now !](#) » de la Grenade, la [trousse « Let's Respond »](#) de l'Afrique du Sud et la plate-forme [Adaptaclima](#) du Brésil, créée afin de répondre à un objectif du document de PNA du Brésil.

Mme. Ayesha CONSTABLE a présenté une étude de cas nationale portant sur le travail fait par le gouvernement de la **Jamaïque** en matière de communication. Les campagnes menées comprennent « Uncut Conversations » (« Conversations ininterrompues »), une manifestation annuelle organisée par la Division du Changement climatique de la Jamaïque afin de créer la possibilité pour les parties prenantes et les partenaires d'échanger autour des progrès réalisés par la Jamaïque vers la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de partager leurs idées concernant leurs efforts pour atteindre les objectifs nationaux. Plus récemment, la campagne « Climate Change Information, Education and Communications » (« Campagne d'information, d'éducation et de communication sur le changement climatique ») a été lancée avec le slogan « Smart and Steady, Get Climate Ready » (« Intelligent et stable, prêt pour le changement climatique ») afin de renseigner le public sur les liens entre les impacts des événements climatiques et des moyens de subsistance précis, afin d'appuyer la sensibilisation en matière d'adaptation ainsi que les activités sous-sectorielles. La Division du Changement climatique contribue régulièrement des informations et des mises à jour à deux grands journaux – le *Jamaica Gleaner* et le *Jamaica Observer* - et participe régulièrement à des exposés dans les écoles et à des présentations publiques.

Mme Ampiza LAHIMASY a présenté un exposé traitant du travail de sensibilisation entrepris par le gouvernement de **Madagascar** par le biais d'une série d'ateliers régionaux. Ces ateliers avaient pour but de renforcer les connaissances des acteurs clés sur les thématiques suivantes : les changements climatiques, la vulnérabilité, l'adaptation et la planification de l'adaptation. Les ateliers visaient également à partager les points clés du processus d'élaboration du PNA ; à informer et sensibiliser les acteurs quant à l'importance du PNA ainsi que leurs rôles respectifs dans son élaboration ; et à recueillir auprès des acteurs les impacts et les facteurs de vulnérabilité aux changements climatiques ainsi que les mesures d'adaptation et les éventuelles recommandations pour l'élaboration du PNA. Les ateliers régionaux ont permis de sensibiliser environ 500 acteurs dans 10 régions sur les 22 à Madagascar. Cependant, il subsiste le défi de pouvoir organiser des ateliers dans toutes les régions du pays et d'atteindre les communautés locales pour susciter une prise de conscience des répercussions des changements climatiques.

M. Arouna DOLOBZANGA du **Burkina Faso** a donné une présentation sur le rôle de la communication dans le processus de PNA du pays, qui en est actuellement à la phase de mise en œuvre. Le gouvernement du Burkina Faso a employé les médias de grande diffusion, y compris les médias de masse, pour assurer la diffusion



verticale des messages avec le concours de réseaux de journalistes et d'animateurs de radio et de télévision. Des techniques de vulgarisation du PNA ont également été utilisées à travers des affiches, des documentaires, des vidéos et d'un kit d'information à destination de la presse. Il existe aussi un processus de collecte et d'organisation des informations qui vise la formulation et la diffusion d'arguments solides en direction des responsables et décideurs politiques et sociaux en vue d'obtenir leur engagement. Ces activités de communication ont contribué aux progrès favorisant la mise en œuvre du PNA, avec comme résultats notables la récupération de 8 528 ha de terres dégradées pour le secteur agricole, un programme national de bio-digesteurs a permis de construire environ 5 554 bio-digesteurs aux profits des ménages ruraux, l'installation de 40 stations climatiques automatiques et, dans le secteur de l'eau, la réalisation de 8 barrages et 179 puits modernes neufs.

### **Activité d'identification des publics**

Pendant cet exercice interactif, les participants ont identifié les publics ou acteurs clés qu'ils souhaitent influencer.

À l'aide d'une matrice influence/intérêt des parties prenantes, les participants ont identifié les groupes qui défendent déjà le processus de PNA, les groupes influents dont il faudrait éveiller l'intérêt pour le processus de PNA et les publics déjà intéressés et qui devraient être tenus au courant du processus.

Parmi les tendances qui ont émergé dans les différents pays au cours de cet exercice, citons l'identification des médias comme étant influents mais moins intéressés par le processus de PNA ; l'identification des ministères de l'Environnement et des partenaires internationaux en tant que défenseurs existants ; et l'identification des groupes locaux de base comme étant moins influents mais fortement intéressés. Il est intéressant de noter que le secteur privé a été placé dans chacun de quatre quadrants de la matrice d'influence / intérêt selon les pays.

Figure 4. Matrice influence/intérêt des parties prenantes<sup>12</sup>



M. Alcade SEGNON de l'équipe de PAS-PNA au **Bénin** a donné une présentation sur le sujet des messages de communication scientifique visant à appuyer le processus de PNA. Son exposé a souligné le fait que la communication scientifique devrait avoir comme buts d'employer les résultats scientifiques afin de rendre les messages accessibles au grand public et d'encourager la prise de décision fondée sur des données factuelles afin de permettre l'intégration de l'adaptation dans la planification du développement. Il a insisté sur la nécessité de formuler des messages clairs et ciblés à destination des groupes de parties prenantes. Il a mentionné le travail de Climate Analytics dans le cadre de PAS-PNA visant à renforcer la capacité scientifique pour la planification et la programmation de mesures d'adaptation. Il a également évoqué un certain nombre de voies de communication utilisées par Climate Analytics, y compris [l'outil RegioClim](#) qui permet de partager les données de modélisations climatiques régionales.

<sup>12</sup> Adapté d'Overseas Development Institute ODI Toolkit. (n.d.). Successful communication: A toolkit for researchers and civil society organisations. Extrait de <https://www.odi.org/publications/5257-stakeholderanalysis>

### **Activité d'élaboration de messages**

Au cours de cet exercice, les participants ont travaillé ensemble afin d'élaborer des messages clés pour des publics précis. Cela a mis en évidence une variété de stratégies de communication employées pour atteindre différents publics, par exemple :

- La communication visant les ministères des finances et de la planification, axée sur les effets des changements climatiques sur le produit intérieur brut (PIB).
- La communication visant les responsables politiques de haut niveau était également axée sur la transmission des données et sur les façons dont le processus PNA pourrait aider à respecter les engagements pris au niveau international dans une optique d'obtention de financements.
- La communication visant les communautés locales de base, axée sur la sensibilisation via des formats accessibles.
- La communication visant les ONG et les médias, axée sur une incitation à l'engagement actif vis-à-vis des questions d'adaptation.
- La communication visant le secteur privé a examiné les façons dont les changements climatiques pourraient avoir une incidence sur les bénéfiques et pourraient potentiellement créer de nouvelles opportunités pour investir dans l'adaptation.

De nombreuses voies de communication ont été identifiées pour atteindre les publics ci-dessus, avec une combinaison de médias traditionnels (radios locales, vidéos), de notes techniques et d'événements présentiels (ateliers d'échanges, visites d'échanges ou communautaires).

## 31 août | Visite sur le terrain



Les participants sont partis en bus le dernier jour pour faire une visite de terrain sur trois différents sites pour observer l'érosion de la côte béninoise et les solutions envisagées. M. Kassa MOUNOU, Responsable de l'Unité Technique du Programme de Protection du Littoral contre l'Érosion Côtière (DPBCPE/DGEC/MCVDD) a offert son expertise et répondu aux questions des participants tout au long de la journée.

Le premier site visité (Hilacondji) est un village à la frontière avec le Togo dont la population dépend fortement de la pêche et de l'agriculture. De considérables pertes d'habitats et de terres à cause de la remontée de la mer ont été répertoriées au cours des cinquante dernières années. Cela a contribué à l'insécurité alimentaire, la pauvreté et le dépeuplement de la région. Des mesures d'adaptation, notamment une protection bipartite, sont planifiées par l'initiative West Africa Coastal Areas Management Program (WACA).

Le deuxième site (place du 10 janvier) est situé au coude du fleuve Mono à Grand-Popo, aujourd'hui un passage d'une cinquantaine de mètre seulement entre la mer (Océan Atlantique) et le fleuve Mono. Perturbé par la construction d'un barrage et par les changements climatiques qui ont accéléré l'érosion du site, il y a un risque que si rien n'est fait, une rupture du passage pourrait se produire et ainsi séparer Grand-Popo en deux. Cela aurait des conséquences désastreuses pour les villages

des alentours qui subiraient des inondations importantes. L'initiative WACA prévoit également des ouvrages (recharges de plage) pour stabiliser la situation.

Le troisième site (Est de Cotonou) a été choisi pour montrer les mesures d'adaptation déjà prises pour protéger les populations et infrastructures proches du Port Autonome de Cotonou. Les épis réalisés ont contribué à un regain progressif de plage (piégeage des sédiments) qui sera amplifié grâce à de futurs ouvrages consistant en des rechargements de plage, des protections en revêtement et une digue immergée.

La journée s'est terminée autour d'un repas dans un restaurant de Cotonou, où les participants ont poursuivi les discussions sur la protection du littoral contre l'érosion côtière, le financement pour l'adaptation, et les approches pour communiquer les changements climatiques. Les participants ont très apprécié cette opportunité de sortir du lieu de conférence pour voir comment le Bénin fait face aux problèmes de l'érosion côtière. Ces visites ont également permis de développer de nouvelles discussions autour de l'adaptation entre les participants, de partager et comparer avec leurs collègues d'autres pays, et d'en tirer des leçons supplémentaires.



*Forum Francophone sur le processus de PNA  
Grand-Popo, Bénin, du 28 au 31 août 2018*



## Évaluation

Les évaluations du Forum Francophone sur le PNA par les participants étaient généralement très positives.

En réponse à la question « Comment évalueriez-vous vos apprentissages globaux au cours de l'atelier ? », les apprentissages globaux ont reçu un score moyen de 4,42 sur une échelle allant de 1 à 5 (1 étant « peu ou pas de nouveaux apprentissages » et 5 étant « Quantité importante de nouveaux apprentissages »). L'auto-évaluation par les participants des sujets discutés au cours du Forum est donnée ci-dessous, sur une échelle allant de 1 à 5 (1 = Faible, 5 = Excellente).

**Tableau 4. Réponses à la question « Comment évalueriez-vous vos apprentissages globaux au cours de l'atelier ? »**

Sujet	Avant le Forum	Après le Forum
Le processus de PNA	3,57	4,00
L'intégration de l'adaptation dans les politiques nationales	3,31	3,70
La manière d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de budgétisation	2,62	3,51
La communication stratégique relative à l'adaptation et au processus de PNA	2,45	3,67

Sur une échelle allant de 1 à 5, l'organisation de l'événement a été notée comme suit.

**Tableau 5. Résultats des sondages après le Forum.**

Sujet	Avant le Forum
Structure de l'agenda	3,65
Animation	4,30
Équilibre entre présentations et travail de groupe	3,84
Opportunités de dialogue et de partage des connaissances	3,98

Pertinence des thèmes et des leçons dans le contexte de mon pays	4,12
--	------

Les commentaires des participants ont mis en évidence le bon fonctionnement du format interactif de l'atelier, les expériences vécues par d'autres pays et la boutique de connaissances ayant aussi été mentionnées en tant que points forts. Au niveau des sujets dont les participants souhaiteraient en savoir plus, les participants ont exprimé leur intérêt pour une exploration plus poussée du financement (y compris le financement international), du genre et de l'intégration du secteur privé dans la planification de l'adaptation. Quant aux moyens d'améliorer les forums à l'avenir, les participants ont proposé l'envoi en amont davantage de documentation sur le Forum, ainsi que du temps supplémentaire pour les séances de discussion et d'échange, y compris dans le cadre de la boutique de connaissances.

## Annexe A : Agenda du Forum Francophone

### Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA)

*Avec l'accent mis sur l'intégration de l'adaptation dans le processus de budgétisation et la communication stratégique de l'adaptation*

**du 28 au 31 août 2018 | Grand-Popo (Bénin)**

Ce Forum d'experts réunira des représentants gouvernementaux pour leur permettre de bénéficier de contributions d'experts, d'exemples de meilleures pratiques et d'une expérience d'apprentissage entre pairs. Il est organisé conjointement par le gouvernement béninois, l'équipe du « Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne » (PAS-PNA) et le Réseau mondial de PNA.

Les objectifs de ce Forum sont :

- L'élaboration de stratégies pour obtenir un soutien politique de haut niveau en vue de l'intégration de l'adaptation dans les politiques nationales en tant qu'objectif principal ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur la manière d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les documents de politiques et le processus de budgétisation ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur la communication stratégique relative à l'adaptation et au processus de PNA ;
- L'identification des rôles possibles des parties prenantes (représentants sectoriels, points focaux nationaux en matière de changements climatiques, représentants financiers ou en planification) et de la manière dont ils peuvent coordonner leurs actions pour appuyer ces processus.

Horaire	Séance	Responsable
<b>28 août</b>	<b>Jour 1 – Introduction au processus de PNA</b>	
8h30	<i>Inscriptions</i>	PAS-PNA
9h00	<b>Ouverture</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mot de bienvenue du Bénin</li> <li>• Représentante du BMU</li> <li>• Animation culturelle</li> <li>• Représentant du Gouvernement béninois</li> </ul>	DGEC BMU Voix de MEHU MCVDD
9h45	<b>Présentation des participants</b>	Facilitateur

<b>Horaire</b>	<b>Séance</b>	<b>Responsable</b>
10h00	<b>Photo de Famille</b>	PAS-PNA + photographe
10h10	<b>Pause</b>	PAS-PNA
10h30	<b>Introductions : Les participants, le PAS-PNA, le processus de PNA et le Forum</b> Cette séance présentera le processus de PNA, le projet PAS-PNA et le Réseau mondial de PNA et introduira les objectifs et le programme de la réunion.	Facilitateur  Mme BUENNER (PAS-PNA)  M GUERDAT (IISD)
11h20	<b>Le marché autour des processus de PNA</b> Les points focaux de PNA des pays participants rendront compte des progrès dans leurs processus de PNA nationaux et l'intégration de secteurs.	Facilitateur, IISD
12h00	<b>Discussion plénière</b> Cette discussion servira à identifier les meilleures pratiques et les défis relatifs aux processus de PNA des différents pays observés lors de la séance sur le marché.	Facilitateur
12h30	<b>Déjeuner</b>	PAS-PNA
13h30	Activité brise-glace	Facilitateur
13h40	<b>Étude de cas des pays</b> Quatre pays concernés par les échanges entre pairs rendront compte de leurs méthodes utilisées pour assurer le soutien politique et/ou l'intégration de secteurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cadre du plan national d'adaptation du Ghana</li> <li>- Le processus PNA du Haïti</li> <li>- Le processus PNA en Côte d'Ivoire</li> <li>- Le PNA de pêche au Sénégal</li> </ul>	Dr AMOAH Mme PIERRE M ANAMAN Mme SARR
14h30	<b>Identification des meilleures pratiques pour assurer le soutien politique et des composantes d'un plan d'action sectoriel</b> Identifier les difficultés et les opportunités se présentant aux différents acteurs pour obtenir un soutien politique de haut niveau.	IISD
15h30	<b>Pause</b>	PAS-PNA

Horaire	Séance	Responsable
16h00	<b>Travaux de groupe : Revue de la journée par les équipes pays</b> Les équipes pays se réunissent afin de réfléchir aux contributions du Jour 1 à l'aide du livret fourni.	Facilitateur
17h00	<b>Fin du Jour 1</b>	

Horaire	Séance	Responsable
<b>29 août</b>	<b>Jour 2 – L'intégration de l'adaptation dans le processus de budgétisation</b>	
9h00	<b>Introduction au financement public intérieur</b> Cette séance présentera les exigences de financement du processus de PNA — à la fois pour la phase d'élaboration et la phase d'exécution.  Il introduira également les catégories des options de financement : a) le financement public intérieur, b) le financement public international, c) le financement privé intérieur et international, ainsi que l'idée d'examiner ces différentes options afin de parvenir à une stratégie de financement pour le processus de PNA.	M GUERDAT (IISD)
9h20	<b>Étude de cas des pays</b> Deux participants présenteront l'expérience de leurs pays en matière de budgétisation pour le processus de PNA. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégration des changements climatiques dans la Note Analytique du Programme de Développement 2018-2019, Bénin</li> <li>- Aligner le processus PNA sur le processus de planification budgétaire nationale du Togo</li> </ul>	M SOFONNOU  M BAMALI
10h00	<b>Pause</b>	PAS-PNA
10h30	<b>Des instruments fiscaux</b> Cette séance présentera des outils, des ressources et des orientations pour le traçage et le suivi des dépenses publiques en matière d'adaptation aux changements climatiques. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Obligations vertes au Nigéria</li> </ul>	M GUERDAT (IISD)  Mme IGBINE



Horaire	Séance	Responsable
10h45	<b>Exercice des instruments fiscaux</b> Les participants discutent des opportunités et des difficultés des instruments fiscaux suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Taxes, frais ou droits</li> <li>• Subventions (réforme)</li> <li>• Obligations vertes / « obligations climat » souveraines</li> </ul>	Facilitateur
11h30	<b>Accès aux financements du budget national</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction aux budgets intérieurs en tant que source de financement continu pour les processus de PNA et en tant que moyen de démontrer l'engagement d'un pays à faire progresser les mesures d'adaptation</li> <li>• Points d'entrée généraux pour intégrer les processus de budgétisation (cadres de dépenses à moyen terme, processus annuels de budgétisation) et la nécessité de travailler à travers les budgets sectoriels, avec les ministères des finances, etc.</li> <li>• Expérience du LoCAL, Bénin</li> </ul>	M TOURE (PAS-PNA)  M OUINAKONHAN
12h30	<b>Déjeuner</b>	PAS-PNA
13h30	<b>Accent sur les fonds nationaux</b> Comparaison des expériences de création et de travail avec les fonds nationaux pour les PNA. Des représentants nationaux sont interrogés en tant que membres d'un panel. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC), Bénin</li> <li>- Le Fonds National du Climat, Mali</li> </ul>	M DOMINGO  Mme DIARRA
14h30	<b>Boutique de connaissances</b> Les participants demandent conseil aux pairs quant à un défi réel auquel ils sont confrontés en matière de financement des PNA.	Facilitateur
15h30	<b>Pause</b>	PAS-PNA
16h00	<b>Travaux de groupe : Revue de la journée par les équipes pays</b> Les équipes pays se réunissent afin de réfléchir aux contributions du Jour 2 et afin de travailler à la préparation des prochaines étapes en vue de la mise au point de la budgétisation nationale à l'aide du livret fourni.	Facilitateur
17h00	<b>Fin du Jour 2</b>	

Horaire	Séance	Responsable
<b>30 août</b>	<b>Jour 3 – La communication stratégique de l'adaptation</b>	
9h00	<b>La communication stratégique et le processus de PNA</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation sur la manière dont la communication peut appuyer les différents stades du processus de PNA</li> <li>• Introduction aux éléments clés d'une stratégie de communication (identification des publics, élaboration de messages, identification des canaux de communication) avec des exemples internationaux</li> </ul>	M LEDWELL (IISD)
9h30	<b>Étude de cas des pays</b> Trois participants présenteront l'expérience de leurs pays en matière de communication stratégique pour le processus de PNA : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réseau de points focaux sur les changements climatiques</li> <li>- Les ateliers de sensibilisation en matière de PNA à Madagascar</li> <li>- La communication stratégique du processus PNA au Burkina Faso</li> </ul>	Mme CONSTABLE Mme LAHIMASY M DOLOBZANGA
10h30	<b>Pause</b>	PAS-PNA
11h00	<b>Activité d'identification des publics</b> Exercice interactif permettant aux participants d'identifier les publics ou acteurs clés qu'ils souhaitent influencer	Facilitateur IISD
12h15	<b>Déjeuner</b>	PAS-PNA
13h15	<b>Communication scientifique pour soutenir le PNA</b> Présentation sur la communication stratégique des résultats scientifiques pour rendre messages accessibles au grand public et permettre la prise de décision politique fondée sur des évidences scientifiques (expérience du projet PAS-PNA au Bénin)	M SEGNON (Climate Analytics / PAS PNA)
13h45	<b>Activité d'élaboration de messages</b> Les participants élaborent des messages clés en groupes thématiques selon les parties prenantes (par exemple le secteur privé, les communautés spécifiques touchées par les changements climatiques, les agriculteurs et les pêcheurs, les audiences politiques).	Facilitateur
15h00	<b>Pause</b>	PAS-PNA
15h30	<b>Les canaux de communication</b> Les participants élaborent une liste de canaux prioritaires pour atteindre les publics ou acteurs clés.	Facilitateur

Horaire	Séance	Responsable
15h45	<b>Travaux de groupe : Revue de la journée par les équipes pays</b> Les équipes pays se réunissent afin de réfléchir aux contributions du Jour 3 et afin de travailler à la préparation des prochaines étapes en vue de la mise au point de la budgétisation nationale à l'aide du livret fourni.	Facilitateur
16h30	<b>Evaluation</b>	Facilitateur
16h45	<b>Clôture</b>	DGEC PAS-PNA
17h00	<b>Fin du Jour 3</b>	
20h00	<b>Dîner d'Au revoir</b>	PAS-PNA

<b>Horaire</b>	<b>Séance</b>	<b>Responsable</b>
<b>31 août</b>	<b>Jour 4 – Visite sur le terrain</b>	<b>PAS-PNA</b>
07h00	<b>Départ de Millenium Popo Beach Hotel</b>	PAS-PNA
07h30	<b>Visite du site 1 : Hilacondji</b> Durant une cinquantaine d'années, près d'un kilomètre de terrain a été englouti par la remonté de la mer.	Mr MOUNOU
08h30	<b>Départ du site</b>	PAS-PNA
09h00	<b>Pause</b>	PAS-PNA
09h30	<b>Visite du site 2 : Coude du fleuve Mono</b> Exemple d'un projet du gouvernement du Bénin dans le cadre de l'initiative WACCA permettant d'effectuer des recharges de plage et des ouvrages de contrôle pour l'érosion.	Mr MOUNOU
10h30	<b>Départ du site</b>	PAS-PNA
13h00	<b>Déjeuner à Cotonou</b>	PAS-PNA
14h30	<b>Départ du restaurant</b>	PAS-PNA
15h00	<b>Visite du site 3 : Protection de la côte à l'est de Cotonou</b> Réalisation des épis pour protéger les populations et infrastructures situés entre cet ouvrage et le Port Autonome de Cotonou, en plus du rechargement de plage prévu.	Mr MOUNOU
16h00	<b>Fin du Jour 4</b>	

## Annexe B : Liste des participants

No.	NOM	PRENOMS	PROVENANCE	STRUCTURE
1	ADJINDA	Sourou	Bénin	Ministère de la Santé
2	AÏNA	Martin Pépin	Bénin	MCVDD
3	ALE	Sawaba	Togo	Ministère de la Planification
4	ALOHOU	Evariste	Bénin	GIZ / PAS-PNA
5	AMEGAN	Chiquian	Bénin	CePED/MPD
6	AMOAH	Antwi-Boasiako	Ghana	Environmental Protection Agency (EPA)
7	ANAMAN	Jean Douglas	Côte d'Ivoire	Ministère de l'Environnement
8	ARISTHENE	Froero	Haïti	Ministère de l'Environnement
9	AWO	Sourou Malikiyou	Bénin	MAEP
10	BAMALI	Tahontan Piya-Abalo	Togo	Direction de l'Environnement
11	BASSON	Fiacre	Burkina Faso	GIZ / PAS-PNA
12	BÜNNER	Nele	Bénin	GIZ / PAS-PNA
13	COMPAORE	Mominata	Burkina Faso	Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable/Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique

14	CONSTABLE	Ayesha	Jamaïque		JCCCP
15	COULIBALY	Lassina	Mali		AEDD
16	DIALLO	Hassane	Burkina Faso		GIZ / PAS-PNA
17	DIARRA	Aminata	Mali		MEADD
18	DIEYE	Bounama	Sénégal		Direction de l'Agriculture
19	DIOP	Ndiaga	Sénégal		GIZ / PAS-PNA
20	DJENONTIN BADA	Georgette	Bénin		ANCB
21	DJIBRIL	Ibila	Bénin		MCVDD
22	DOLOBZANGA	Arouna	Burkina Faso		Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable/Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (SP-CNDD/MEEVCC)
23	DOMINGO	M. Marius	Bénin		FNEC
24	FOUTI	Jean	Bénin		MEM
25	GANDONOU	Marius	Bénin		PNUD
26	GBANDEY	Napo Tignohl	Togo		MERF
27	GUERDAT	Patrick	Suisse		IISD

28	IGBINE	Lizzy	Nigéria		Nigerian Women Agro Allied Farmers Association (NIWAAFA) / Eco System Based Adaptation for Food Security in Africa.(NNB EBAFOSA)
29	JIMAJA ABLET	Prisca	Bénin		MCVDD
30	KA	Samba	Sénégal		Ministère de l'Economie des Finances et du Plan
31	KOGBE	M. Yaovi	Togo		ONG OPED
32	KONE	Sékou	Mali		AED
33	KOUEVI	Chantal	Bénin		GIZ / PAS-PNA
34	KOUMASSI	D. Hervé	Bénin		Université d'Abomey Calavi
35	LAHIMASY	Ampiza	Madagascar		Service de l'Environnement
36	LEDWELL	Christian	Canada		IISD
37	LIMA	Euloge	Bénin		MCVDD
38	MARAHRENS	Sönke	Bénin		GIZ / PAS-PNA
39	MBAYE	El Hadj Idrissa	Sénégal		COMNACC
40	MOUNOU SAMBIENI	Kassa I.	Bénin		MCVDD
41	N'DRI	Franck Melaine Anvou	Côte d'Ivoire		Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
42	ODJOUGBELE	Olaodjéwou Benoît	Bénin		GIZ / PAS-PNA

43	OUIKONHAN	C. Médard	Bénin		MCVDD
44	PELTROP	Peretz Ebert	Haïti		Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
45	PIERRE	Gerty	Haïti		Ministère de l'Environnement
46	RAKOTOARISON	Norohasina	Madagascar		Ministère de la Santé Publique
47	RANDRIASANDRATANA	Manampisoa Haja	Madagascar		Bureau National de Coordination Changement Climatique
48	SALL	Moctar	Sénégal		Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
49	SARR	Dibor	Sénégal		MEDD
50	SAWADOGO	Bobodo Blaise	Burkina Faso		SP-CNDD/MEEVCC
51	SEGNON	Alcade C.	Bénin		Climate Analytics / PAS- PNA
52	SOFONOU	Romarc	Bénin		DGPD
53	TODEGNON	Toussaint	Bénin		DGCS-ODD
54	TOURE	Amadou Oumar	Sénégal		GIZ / PAS-PNA
55	WABI	Moudjahid A.	Bénin		MCVDD
56	YEO	Wonnan Eugène	Côte d'Ivoire		Ministère de l'Hydraulique
57	ZIGUI	Sayouba	Burkina Faso		Ministère de l'Economie, des Finances et de Développement (MIEFID)
58	ZOUNGRANA	Amadou	Burkina-Faso		SP-CNDD/MEEVCC



## Annexe C : Revue de presse

Titre	Liens	Source	Date
<a href="#">Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA)</a>	<a href="http://bit.ly/2yN5YeZ">http://bit.ly/2yN5YeZ</a>	Réseau mondial de PNA	le 27 août, 2018
<a href="#">Réduction des vulnérabilités aux changements climatiques: Les Pna au centre d'un forum international à Grand-Popo</a>	<a href="http://bit.ly/2PBDTyI">http://bit.ly/2PBDTyI</a>	Quotidien Le Matinal	le 29 août, 2018
<a href="#">Adaptation aux changements climatiques: Des acteurs francophones à l'école des bonnes pratiques</a>	<a href="http://bit.ly/2NMU76f">http://bit.ly/2NMU76f</a>	Benin7.com	le 29 août, 2018
<a href="#">Bénin / Société des acteurs francophones formés sur le processus de mise en oeuvre des PNA aux changements climatiques</a>	<a href="http://bit.ly/2NQmQHv">http://bit.ly/2NQmQHv</a>	LesPharaons.com	le 30 août, 2018
<a href="#">Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA)</a>	<a href="http://bit.ly/2PINKfC">http://bit.ly/2PINKfC</a>	Association Nationale des Communes du Bénin	le 3 septembre 2018
<a href="#">First Francophone Forum on the NAP process</a>	<a href="http://bit.ly/2yLRXhG">http://bit.ly/2yLRXhG</a>	International Climate Initiative	le 14 septembre 2018

## Annexe D : Note conceptuelle

### Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) du 28 au 31 août 2018 à Grand-Popo (Bénin)

*Avec l'accent mis sur l'intégration de l'adaptation dans le processus de budgétisation et la communication stratégique de l'adaptation*

#### LE CONTEXTE

Le Forum d'experts réunira des représentants gouvernementaux des pays francophones de l'Afrique sub-saharienne ainsi que des autres pays intéressés pour leur permettre de bénéficier de contributions d'experts, d'exemples de meilleures pratiques et d'une expérience d'apprentissage entre pairs. Il est organisé conjointement par la Direction Général de l'Environnement et le Climat (DGEC) du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) du Bénin, l'équipe du « Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne » (PAS-PNA) et le Réseau mondial de PNA (NAP GN).

#### Le processus de PNA

La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) a instauré un processus de plans nationaux d'adaptation (PNA) visant à faciliter la planification des mesures d'adaptation dans les pays les moins avancés (PMA) ainsi que dans d'autres pays en développement. Les objectifs du processus des PNA sont :

- a) De **réduire la vulnérabilité** aux incidences des changements climatiques en renforçant la capacité d'adaptation et la résilience ;
- b) **D'intégrer de manière cohérente l'adaptation aux changements climatique** dans les politiques, les programmes et les travaux pertinents, nouveaux ou en cours, en particulier les processus et les stratégies de planification du développement, dans tous les secteurs concernés et à différents niveaux, selon qu'il convient.

#### Le projet PAS-PNA

Le projet PAS-PNA soutient les Pays les Moins Avancés (PMA) de l'Afrique subsaharienne dans leurs processus de formulation de Plans Nationaux d'Adaptation

(PNA). Le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal sont les trois pays cibles dans lesquels le projet offre un appui continu à la formulation, la mise en œuvre et le suivi et évaluation du processus PNA.

Le projet PAS-PNA est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en coopération avec Climate Analytics gGmbH. Au Bénin, il est mis en œuvre sous la tutelle du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) et en coopération avec le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED), au Sénégal sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et au Burkina Faso sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC). Le projet fait partie de l'initiative internationale pour le climat (IKI). Le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) soutient cette initiative en vertu d'une décision du Parlement de la République fédérale d'Allemagne.

### **Le Réseau mondial de PNA**

Le Réseau mondial de PNA, dont le secrétariat est hébergé par l'Institut International du Développement Durable (IIDD), a été créé en 2014 pour soutenir les processus de planification de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement. Actuellement, les participants de plus de 106 pays sont membres du Réseau. Dans le cadre du réseau, des forums d'échange entre pairs, les Targeted Topics Forums (TTF) sont organisés avec des représentantes gouvernementaux.

## **LES OBJECTIFS**

Ce Forum d'experts réunira des représentants gouvernementaux pour leur permettre de bénéficier de contributions d'experts, d'exemples de meilleures pratiques et d'une expérience d'apprentissage entre pairs. Les objectifs de ce Forum sont :

- L'élaboration de stratégies pour obtenir un soutien politique de haut niveau en vue de l'intégration de l'adaptation dans les politiques nationales en tant qu'objectif principal ;

- L'acquisition de connaissances pratiques sur la manière d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de budgétisation ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur les communications stratégiques relatives à l'adaptation et au processus de PNA ;
- L'identification des rôles possibles des différents acteurs (représentants sectoriels, points focaux nationaux en matière de changements climatiques, représentants financiers ou en planification) et de la manière dont ils peuvent coordonner leurs actions pour appuyer ces processus.

## LES RÉSULTATS

Les résultats attendus de ce Forum sont les suivants :

- Améliorer la compréhension globale des participants du processus PNA.
- Améliorer la compréhension des participants des besoins de financement de l'ensemble du processus de PNA et les processus budgétaires domestiques.
- Améliorer la compréhension des participants du processus d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de communications pour le processus PNA.

## LE FORMAT

### Le format

Les trois premiers jours du Forum seront consacrés à un atelier interactif, les activités seront clôturées le quatrième jour avec une visite sur le terrain. Le Forum se déroulera du 28 au 31 août à Grand-Popo, Bénin.

### Les participants

Des représentantes des pays francophone de l'Afrique subsaharienne et des autres pays qui s'engage dans le processus PNA participent dans le Forum.

Le PAS-PNA va soutenir la participation de représentants des gouvernements du Bénin, du Burkina Faso, du Sénégal, du Mali, du Togo et de Madagascar.

Le Réseau soutiendra la participation d'un maximum de six représentants des gouvernements qui participent au réseau afin de partager des leçons sur les sujets en discussion.

**Le chronogramme**

- 28 août – Introduction au processus de PNA
- 29 août – L'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de budgétisation
- 30 août – Les communications stratégiques pour les processus de PNA
- 31 août – La visite sur le terrain

## Annexe E : Transcription des exercices

Exercice 1 : Le marché autour des processus de PNA	
<b>Mali</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'approche nationale qui sera décliné en sectorielle</li> </ul>
Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2007 – PANA</li> <li>• 2011 – Creation AEDD, "CNCC"</li> <li>• Août 2016 – Atelier de lancement, feuille de route validée</li> <li>• Février 2017 – Validation de l'étude sur la vulnérabilité</li> <li>• Février 2018 – Validation de l'étude sur l'évaluation des capacités de planification de l'adaptation des structures</li> </ul>
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture</li> <li>• Santé</li> <li>• Energie</li> <li>• Eau</li> </ul>
Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finance</li> <li>• Coordination</li> <li>• Capacité technique</li> <li>• Accès et dispo. de données</li> </ul>
<b>Côte d'Ivoire</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nationale</li> <li>• Sectorielle</li> </ul>
Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de recensement 2016</li> <li>• Élaboration du programme de Preforat (sp?) 2017</li> <li>• Requête financement – Juin 2018</li> </ul>
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture</li> <li>• Ressources en eaux</li> <li>• Santé publique</li> <li>• Utilisation des terres</li> <li>• Ressources côtières</li> </ul>
Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financement</li> <li>• Appropriation du processus</li> </ul>
<b>Sénégal</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approche multisectorielle allant du niveau local au niveau national à conformité avec le Plan Sénégal Emergent (PSE) horizon 2035</li> </ul>
Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancement du processus en 2015 avec l'ensemble des acteurs</li> <li>• Élaboration feuille de route 2016</li> <li>• Elaboration du PNA PECHE en 2016</li> <li>• Lancement du processus PNA avec la GIZ en 2017</li> <li>• Études de vulnérabilité 2018</li> <li>• Intégration de l'adaptation au changement climatique dans la formulation du PAGIRE 2 (Ressources en eau) en 2018</li> </ul>

Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élevage</li> <li>• Agriculture</li> <li>• Pêche</li> <li>• Biodiversité</li> <li>• Santé</li> <li>• Infrastructures</li> <li>• Risques et catastrophes</li> <li>• Tourisme</li> <li>• Zones côtière</li> </ul>
Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordination</li> <li>• Financement</li> <li>• Intégration de la dimension CC dans les politiques à toutes les échelles</li> <li>• Communication</li> <li>• Renforcement des capacités</li> <li>• Mise en place d'un système MRV efficace et adapté</li> </ul>
<b>Bénin</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approche Nationale (top-down)</li> <li>• Elaboration et mise en œuvre simultanée</li> </ul>
Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Octobre 2012 - Atelier sur l'état des lieux (SNAP)</li> <li>• 6 et 7 août 2013 - Atelier de lancement du PNA</li> <li>• 10 mars 2017 - Lancement PAS-PNA au Bénin</li> <li>• 10 et 11 octobre 2017 - Renforcement des capacités des membres du bureau national de l'ANCB</li> <li>• 15 mars 2018 - Lancement des études approfondies de vulnérabilité</li> <li>• 10-13 avril 2018 - Intégration de l'ACC dans le PNDS</li> <li>• 17 et 18 mai 2018 - Intégration de ACC dans le PND</li> </ul>
Secteurs prioritaires	<p>6 secteurs retenus en 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture</li> <li>• Ressource en Eau</li> <li>• Foresterie</li> <li>• Energie</li> <li>• Erosion côtière</li> <li>• Santé</li> </ul> <p>3 secteurs par PAS-PNA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture</li> <li>• Ressource en Eau</li> <li>• Santé</li> </ul>
Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Défis de ressources humaines ou d'expertise nationale</li> <li>• Définition du rôle des acteurs</li> <li>• Données fiables et de [--] temporelles</li> <li>• Défis financiers (budgétisation au niveau national)</li> <li>• Territorialisation du processus PNA</li> </ul>
Perspectives	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre de la loi portant réglementation des CC</li> <li>• Intégration de l'ACC dans la planification sectorielle</li> </ul>

<b>Burkina Faso</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approche sectorielle</li> <li>• Approche globale</li> <li>• Approche fondée sur l'évaluation de la science à long terme, participative et inclusive</li> </ul>
Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2007 - Adoption du PANA</li> <li>• 2012 - Début processus PNA</li> <li>• 2015 - Adoption PNA en C.M</li> <li>• 2017 - Bilan de mise en œuvre Plan d'investissement</li> </ul>
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture</li> <li>• Environnement et ressources naturelles</li> <li>• Ressources animales</li> <li>• Energie</li> <li>• Santé</li> <li>• Ressources en eaux (transversale)</li> </ul>
Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Budgétisation des actions du PNA dans les outils de planification locale</li> <li>• Suivi et capitalisation des actions</li> <li>• Plaidoyer mobilisation des financements</li> </ul>
<b>Haïti</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approche participative</li> <li>• Inclusive</li> </ul>
Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 mai 2017 - Désignation du PNAD Haïti (readiness program) comme agent d'exécution</li> <li>• Août 2017 - Consultation des partis prenantes. Révision (interne mai 2018)</li> <li>• Janvier 2019 - Engagement du Gouvernement (le mémorandum), lancement, adoption du PA</li> </ul>
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Environnement</li> <li>• Planification</li> <li>• Agriculture</li> <li>• Santé</li> <li>• Education</li> </ul>
Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'organisation institutionnelle</li> <li>• Manque de ressources techniques et financières</li> </ul>
<b>Togo</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approche participative et inclusive basée sur les études de VA sectorielles intégrant les CDN</li> <li>• Présidé pour le Ministère de la Planification</li> <li>• Coordonné par un comité technique.</li> </ul>
Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mars 2014 - Lancement officiel</li> <li>• 21 juin 2014 - Définition du mandat</li> <li>• Novembre 2016 - Coaching pour l'IACC dans la nouvelle publique Agricole</li> <li>• Février – octobre 2016 – Formulation et validation du PNACC et du GIACC</li> <li>• Novembre 2017 – Soumission au secrétariat CCNUCC</li> </ul>
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture Foresterie Affectation des Terres (AFAT)</li> <li>• Ressources en Eau</li> <li>• Zone Littorale</li> <li>• Etablissements Humains et Santé</li> <li>• Energie</li> </ul>



Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilisation des ressources</li> <li>• Engagement des parties prenantes</li> <li>• Mise en œuvre des ACC</li> <li>• Implication des communautés à la Base</li> </ul>
<b>Madagascar</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approche</li> <li>• Participative</li> <li>• Inclusive</li> <li>• Intersectorielle</li> <li>• Comités coordination S/E</li> </ul>
Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2015 – Formation sur l'élaboration de la feuille de route</li> <li>• 2016 – Lancement du processus PNA</li> <li>• 2017 – Début des ateliers de sensibilisation processus PNA</li> </ul>
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture</li> <li>• Ressources en eaux</li> <li>• Santé</li> <li>• Zones côtières</li> <li>• Infrastructures</li> <li>• Forêts et biodiversité</li> <li>• R &amp; Catastrophe</li> </ul>
Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation des décideurs</li> <li>• Couverture nationale des séances de sensibilisation</li> <li>• Mobilisation financière</li> <li>• Données</li> </ul>
<b>Ghana</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Note: Ghana is at the proposal stage of the process</li> <li>• Brainstorming and multi-sectoral consultations</li> </ul>
Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• May-Oct 2017 – NAP proposal preparation and submission</li> <li>• May-Sept 2018 – NAP Framework preparation and dissemination</li> <li>• Oct 2018 – High level consultations</li> <li>• Jan-Dec 2019 – Sector prioritization, V&amp;A of 7 Sectors, Downscaling and assessments</li> </ul>
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture</li> <li>• Water resources</li> <li>• Health</li> <li>• Disaster risks</li> <li>• Gender as cross-cutting</li> </ul>
Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Political will due to change of Gov't</li> <li>• Capacity for integration and mainstreaming</li> <li>• Financial resources</li> <li>• Data</li> </ul>

<b>Jamaïque</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Hybrid – multi-sectoral</li> <li>• To be integrated into single NAP</li> </ul>

Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2015 – Climate change policy promulgated</li> <li>• 2016 – 12 key sectors for NAP identification</li> <li>• 2017 – Forestry adaptation plan completed</li> <li>• 2018 – Finalization of third Nat. Comm.</li> </ul>
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coastal resources &amp; human settlements</li> <li>• Agriculture</li> <li>• Forestry</li> <li>• Water</li> <li>• Tourism</li> </ul>
Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Political buy-in</li> <li>• Technical capacity</li> <li>• Funding</li> </ul>
<b>Nigéria</b>	
Processus de PNA en une phrase	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Federal govt states 36 + 774 Local govt chairmen</li> <li>• 2012 Bottom up approach consultation</li> <li>• Ecosystem-based</li> <li>• Climate-smart agriculture</li> <li>• Renewable energy</li> <li>• Stakeholder consultation</li> <li>• Forestry REDD+</li> <li>• Fisheries</li> <li>• Water resources</li> <li>• Land</li> </ul>
Dates clés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2014 Establishment of climate change department in Ministry of Environment</li> <li>• Green bonds 2017</li> <li>• 2017 June-August - Wind Energy – In progress</li> <li>• Ogoni cleanup South-South – ongoing REDD+</li> <li>• 2018 Sept-Oct - To issue green bonds, target of 100 billion Naira</li> </ul>
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financing</li> <li>• Hydro/Agriculture</li> <li>• Green bonds</li> <li>• Ecosystem Sub</li> <li>• Climate Change</li> <li>• Forestry Dept</li> <li>• Water Resources</li> <li>• Agriculture</li> <li>• Energy</li> <li>• Ogoni Clean Up (UNEP)</li> <li>• Health</li> </ul>
Défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Political will</li> <li>• Erosion South East</li> <li>• Flooding of 21 states in 2012, 2017, 2018</li> <li>• Ogoni issue</li> </ul>

<b>Exercice 2 : Identification des meilleures pratiques pour assurer le soutien politique et des composantes d'un plan d'action sectoriel</b>		
<b>Groupe 1</b>		
<b>Acteurs</b>	<b>Difficultés</b>	<b>Opportunités</b>
Ministre du Plan	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Convaincre du caractère prioritaire de l'ACC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bonne écoute au sein du gouvernement</li> </ul>
Ministre Finances	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Convaincre/Nécessité d'intégrer l'ACC</li> <li>• Manque d'outils de prise en CPTe de l'ACC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au Cœur de processus de planification ?</li> <li>• Processus budget/décision</li> <li>• Existence d[...] instance d'intégration de CC dans le budget (CMEICB/BENIN)</li> </ul>
Ministre en charge des CC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ressources humaines insuffisantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence de référentiels politiques sur les CC</li> </ul>
Point Focal PNA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inexistant dans certains pays</li> <li>• Pas de pouvoir de décision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi continu du processus PNA</li> </ul>
Société Civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilisation</li> <li>• Représentativité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plaidoyer</li> <li>• Communication</li> <li>• Mise en œuvre</li> </ul>
Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilisation de ressources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investissement</li> </ul>
Presse	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Presse non spécialisée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communication</li> <li>• Plaidoyer</li> <li>• Diffusion</li> </ul>
<b>Groupe 2</b>		
<b>Acteurs</b>	<b>Difficultés</b>	<b>Opportunités</b>
Ministère de Planification	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les secteurs ont les agendas différents</li> <li>• Difficulté de mobiliser #[...] acteurs politiques autour de la [...] des CC (Disponibilité temp)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonds vert du climat/mécanismes du financement</li> </ul>
Ministère de L'Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Beaucoup des secteurs différents ont besoin de l'accès</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Information scientifique</li> </ul>
Point Focal	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Finance réunir #[...] acteurs a un coût</li> <li>• Les coûts pour les ateliers pour engager les autorités</li> <li>• La langue et les messages</li> <li>• Communication des informations climatiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les cadres nationaux de développement durable</li> <li>• Politiques de CC et développement durable</li> <li>• CDN</li> <li>• Les politiques nationales</li> <li>• Cadre de suivi et évaluation des politiques publiques</li> </ul>
Adaptation Practitioner		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence des communautés vulnérables</li> <li>• Ecosystèmes vulnérables</li> <li>• Prise de conscience (à tous les niveaux)</li> </ul>

<b>Groupe 3</b>		
<b>Acteurs</b>	<b>Difficultés</b>	<b>Opportunités</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Point Focal National</li> <li>• Point Focal Sectoriel</li> <li>• Assemblée Nationale (A.N.)</li> <li>• Les Universités (les institutions de recherche)</li> <li>• PTF</li> <li>• Secteur Privé</li> <li>• ONGs</li> <li>• Communautés à la Base</li> <li>• Médias</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisances de preuves crédibles</li> <li>• Faibles capacités techniques et financières</li> <li>• Forte influence politique</li> <li>• Faibles compréhensions en capacités techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politiques nationales</li> <li>• Existence d'outils de planification au niveau national</li> <li>• Conventions et accords internationaux</li> <li>• ODD</li> <li>• Financements climat</li> <li>• Convention et accords internationaux</li> <li>• Mobilisation des acteurs sociaux et des media</li> <li>• Existence de réseaux de parlementaires et de maires</li> </ul>
<b>Groupe 4</b>		
<b>Acteurs</b>	<b>Difficultés</b>	<b>Opportunités</b>
Ministères Sectoriels Point Focal NAP Ministère Plan/Finance Parlement Acteurs de la recherche scientifique Communicateurs Acteurs de la Société Civile Leaders Religieux et Coutumiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non-fonctionnement des cadres de concertation</li> <li>• Insuffisance de la budgétisation</li> <li>• Insuffisance de capacités techniques</li> <li>• Absence d'évaluation des besoins en adaptation</li> <li>• Insuffisance institutionnelle liée au manque de coordination</li> <li>• Manque de coordination des initiatives</li> <li>• Perception de l'importance de l'adaptation</li> <li>• Indisponibilité des données chiffrées sur l'adaptation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilisation des partenaires</li> <li>• Coopération sud-sud</li> <li>• Disponibilité de ressources finances et techniques internationales</li> <li>• Partage d'expériences</li> <li>• Efforts des acteurs à établir une vision commune de l'adaptation</li> <li>• Mobilisation de ressources supplémentaires</li> </ul>
<b>Groupe 5</b>		
<b>Acteurs</b>	<b>Difficultés</b>	<b>Opportunités</b>
Ministères en charge du processus PNA	Faible connaissance et non appropriation du processus PNA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence du PAS PNA Bénin-Sénégal</li> <li>• Vote de la loi sur les CC</li> <li>• Ratification du CCNWCC</li> </ul> Existence de cadres institutionnels de mise en œuvre du processus PNA
Chefs cellules environnementales/Ministère	Difficile intégration du concept PNA par les acteurs du sectoriels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veille à la mise en compte de l'ACC au niveau sectoriel</li> </ul>
Direction en charge du PNA	Faible capacité de plaidoyer	
Les scientifiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance de ressources financières dédiées à la recherche</li> <li>• Indisponibilité, inaccessibilités non-fiabilité des données pour le climat et l'environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence des résultats de recherches scientifiques au niveau international</li> </ul>

Service de la planification communes / C Territoires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible capacité d'appropriation</li> <li>• Faible capacité de plaider</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration de l'ACC dans les documents de planification au niveau local</li> </ul>
Point focal CC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indisponibilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forum d'échanges</li> <li>• Maîtrise de réseaux de financement</li> </ul>
Comité de coordination et de suivi-évaluation PNA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non disponibilité des membres du comité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancement officiel du processus</li> </ul>
<b>Groupe 6</b>		
<b>Acteurs</b>	<b>Difficultés</b>	<b>Opportunités</b>
Direction technique en charge des CC	Stabilité des agents et dénomination	PTF
Comité National sur les changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordination</li> <li>• Synergie</li> <li>• Fonctionnement</li> </ul>	Reconnaissance juridique
Point Focal	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité à répondre aux tâches</li> </ul>	Thématique en vogue
Organisations de Producteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible capacité technique</li> </ul>	Organisation qui les rend incontournable
Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible engagement sur la thématique</li> </ul>	Accès au financement pour investissement dans le climat
Société/ONG	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible spécialisation dans le climat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Confiance</li> <li>• Expertises</li> </ul>
Universités et centres de recherche	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Infrastructures adaptées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connaissance scientifique disponible</li> </ul>
Collectivités locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible capacité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement disponible</li> </ul>
<b>Groupe 7</b>		
<b>Acteurs</b>	<b>Difficultés</b>	<b>Opportunités</b>
Assemblée Nationale	Méconnaissance des enjeux	Ratification des accords de Conventions et Prêts
Gouvernement	Instabilité Institutionnelle	Disponibilité des ressources humaines et techniques
Ministères Sectoriels	Insuffisances des ressources financières	Soutien de secteur privé
Collectivités Territoriales	Insuffisance de stratégie de communication	Résultats de la recherche scientifique
Points Focaux		Existence de plans et stratégies sectoriels
Scientifiques		L'existence de référentiels nationaux de développement
Secteur Privé		

OSC		
Planification/Finances		
P.T.F.		Soutien des P.T.F.s

<b>Exercice 3 : Exercice des instruments fiscaux</b>		
<b>Groupe 1</b>		
<b>Des Instruments Fiscaux</b>	<b>Opportunités</b>	<b>Difficultés</b>
Obligations Vertes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Obligations vertes – ouvert à tous</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Budgets – sustainability and predictability if the adaptation measures are cut</li> <li>Suivi et évaluation</li> <li>Renforcement des capacités</li> <li>Les défis de suivi et évaluation</li> <li>Si ce n'est pas bien gérer du monde n'investe pas</li> </ul>
Subventions (Réforme)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Subvention de fertilisant – 5 millions par année, peut être les émissions associées avec le fertilisant</li> <li>Les énergies renouvelable</li> <li>Résilience</li> <li>Les choix de consommation et modes de production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour être accepter, on doit expliquer comment les fonds vont être utilisé</li> <li>Résistance – on a besoin d'une bonne stratégie de communication</li> </ul>
Taxes, Frais, ou Droits	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les taxes au plastique</li> <li>Tarifcation sur le carbone Bilan_Carbone</li> <li>L'assurance pour l'agriculture – beaucoup de confiance</li> <li>L'écotaxe pollueur-payeurs</li> <li>Taxes écologique</li> <li>Mise en œuvre – on a besoin de transparence en gouvernance</li> <li>Intégrer l'adaptation à tous niveaux des budgets</li> <li>Transport maritime est une possibilité</li> <li>Plus de ressources</li> <li>Reclamation bonds on mining companies – deposit into a fund to restore</li> <li>Ecological fund in Nigeria</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le prix d'essence est plus haut</li> <li>Il faut de la sensibilisation à la base de fond – la contexte</li> <li>Communication</li> </ul>
<b>Groupe 2</b>		
<b>Des Instruments Fiscaux</b>	<b>Opportunités</b>	<b>Difficultés</b>
Obligation Vertes	<ul style="list-style-type: none"> <li>ODD 13</li> <li>Accords Internationaux</li> <li>Cadre législation TIF et réglementaire favorable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mauvaise gouvernance</li> <li>Instabilité socio-politique</li> </ul>

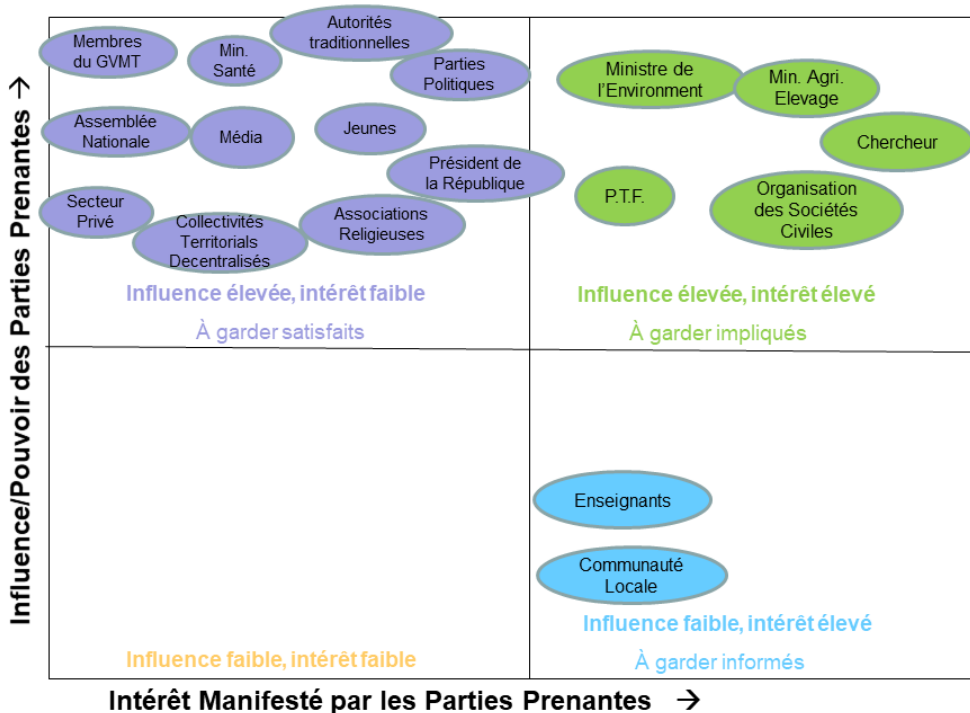
Subventions (Réforme)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Levés des subventions sur les énergies fossiles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Redistribution des fonds levés</li> </ul>
Taxes, Frais, ou Droits	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence de taxes</li> <li>Levée de fonds</li> <li>Fonds nationaux environnementaux</li> <li>Taxes sur le carbone</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance de sensibilisation du public</li> <li>Réticence du privé</li> </ul>
<b>Groupe 3</b>		
<b>Des Instruments Fiscaux</b>	<b>Opportunités</b>	<b>Difficultés</b>
Obligation Vertes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence de la BRVM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Méconnaissance de cet instrument fiscal</li> </ul>
Subventions (Réforme)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ajouté de l'Etat</li> <li>Réforme de secteur des hydrocarbures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incivisme</li> <li>Pauvreté</li> <li>Lenteur dans la finalisation des réformes</li> </ul>
Taxes, Frais, ou Droits	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence des écotaxes</li> <li>Existence des crédits carbone</li> <li>Existence d'une loi sur les CC</li> <li>Définition de mesures fiscales sur les CC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lenteur dans la prise des décrets d'applications</li> <li>Difficultés de plaider pour la mise en œuvre</li> <li>Conflits d'intérêts</li> <li>Difficile suivi et de l'affectation des fonds</li> </ul>
<b>Groupe 4</b>		
<b>Des Instruments Fiscaux</b>	<b>Opportunités</b>	<b>Difficultés</b>
Obligation Vertes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration du secteur privé et des collectivités locales</li> <li>Disponibilité de financements innovants</li> <li>Prêts participatifs, fonds diaspora</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Engagement du secteur privé dans le financement climat</li> </ul>
Subventions (Réforme)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Législatifs engagés dans la prise des réformes</li> <li>Diminution de subventions. Sur activités qui augmentent GES</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Difficultés d'orientation des gains de subventions vers l'adaptation</li> </ul>
Taxes, Frais, ou Droits	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diversité des produits à taxes : coupe de bois, émission gaz (industrie), pollution atmosphérique</li> <li>Existence de textes réglementaires qui encadrent les taxes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Unicité de la caisse – difficulté à orienter des actions d'adaptation</li> <li>Pression sociale et non adhésion aux mesures prises</li> </ul>

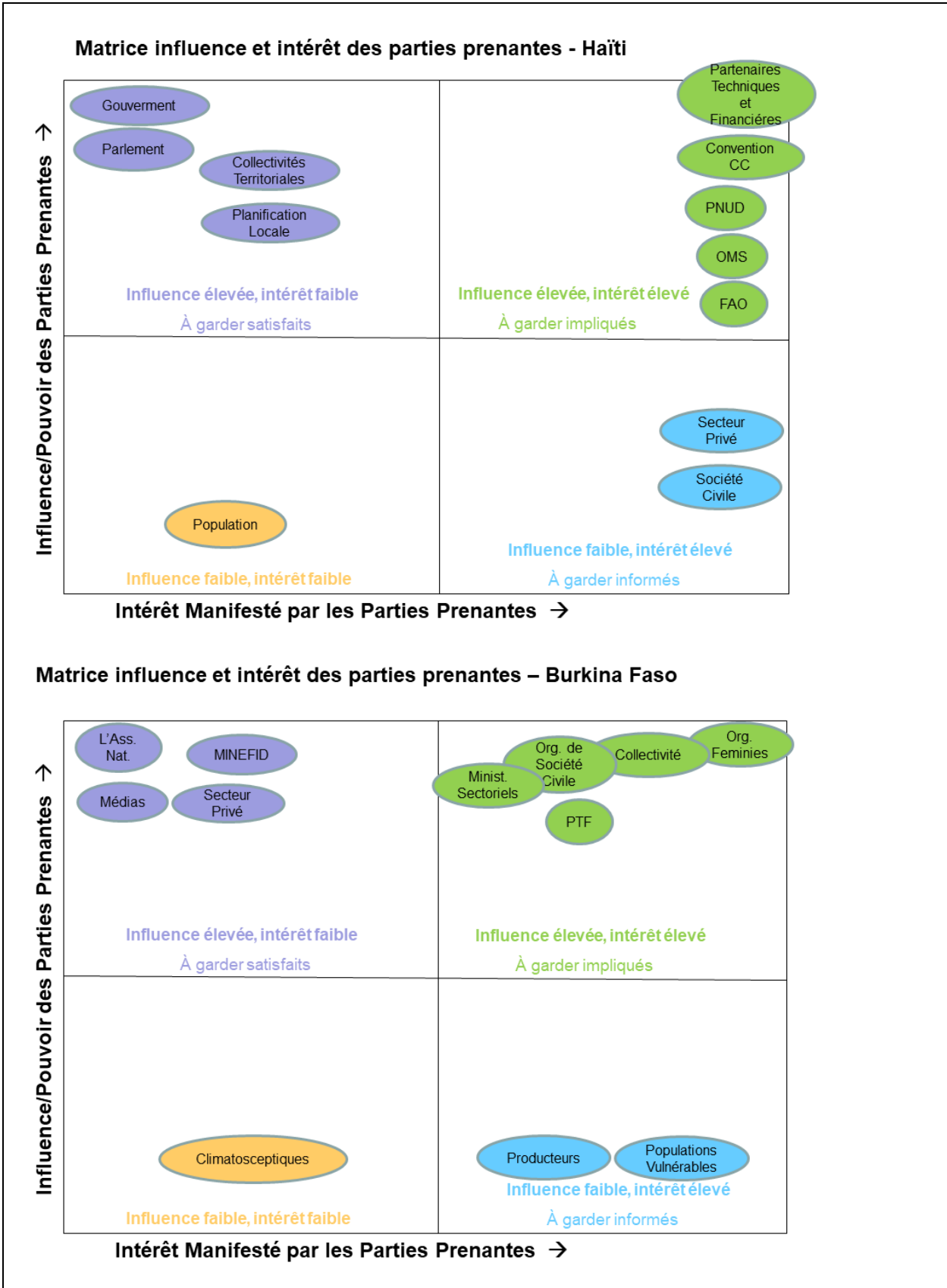


Groupe 5		
Des Instruments Fiscaux	Opportunités	Difficultés
Obligations Vertes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence de la réglementation</li> <li>Responsabilité sociétale des entreprises</li> <li>Disponibilité des ressources financières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Non-respect de la réglementation</li> </ul>
Subventions (Réforme)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence des règlements</li> <li>Suppression des subventions sur les produits pétroliers et engrais</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuff. des mesures d'acomp.</li> <li>Suivi</li> <li>Reddition des comptes</li> </ul>
Taxes, Frais, ou Droits	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence de la réglementation</li> <li>Eco-taxes ou pollueur-payeur</li> <li>Préleveur-payeur</li> <li>Fonds de réhabilitation des sites miniers</li> <li>Taxes de développement local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Non-respect des obligations</li> <li>Recouvrement</li> <li>Déviation de la destination des fonds</li> <li>Détournement</li> </ul>

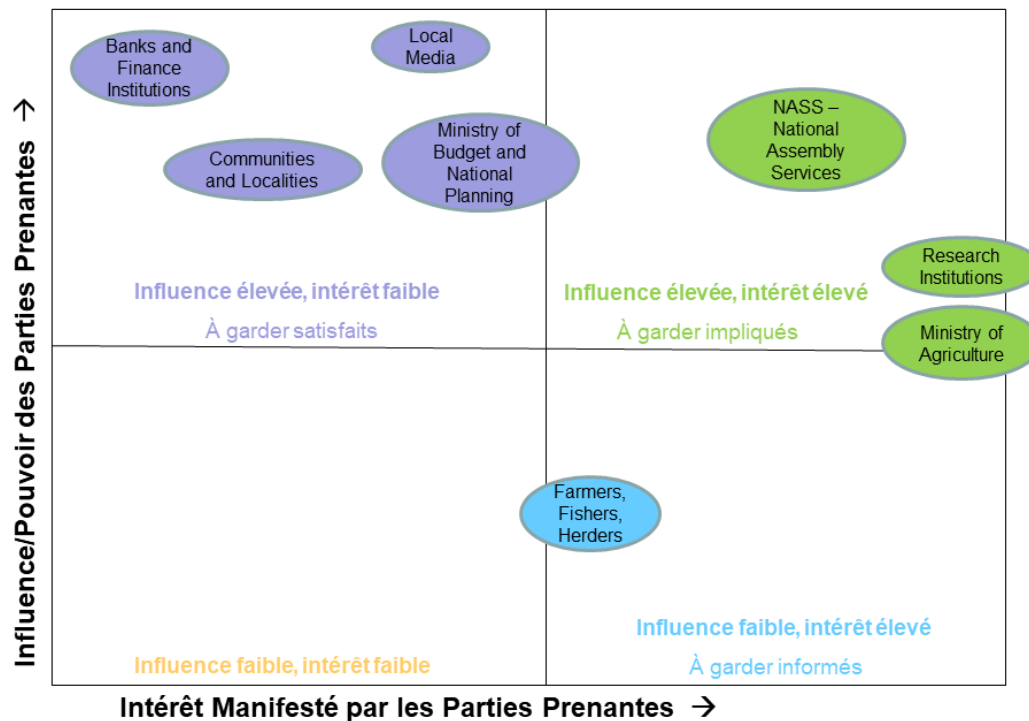
### Exercice 5 : Identification des publics

#### Matrice influence et intérêt des parties prenantes - Madagascar

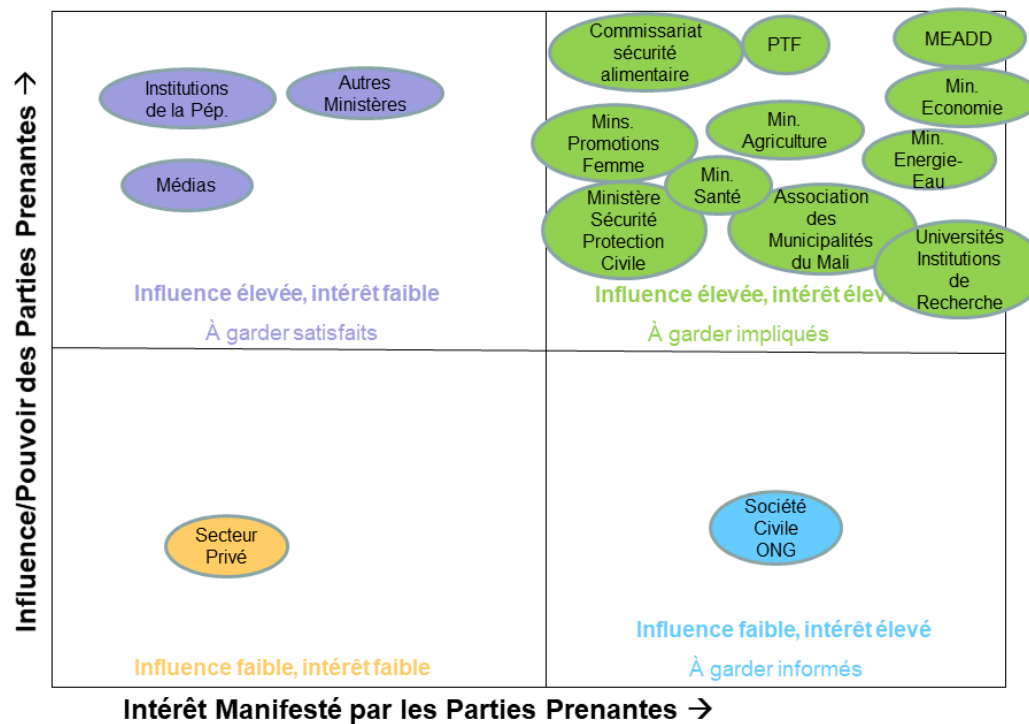




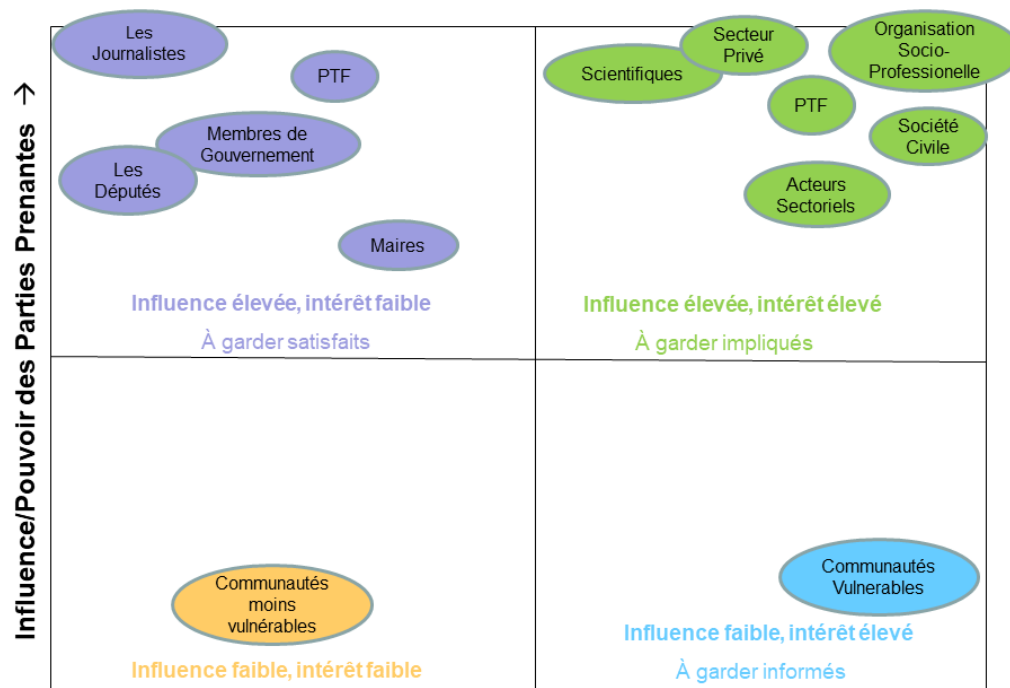
**Matrice influence et intérêt des parties prenantes - Nigéria**



**Matrice influence et intérêt des parties prenantes - Mali**

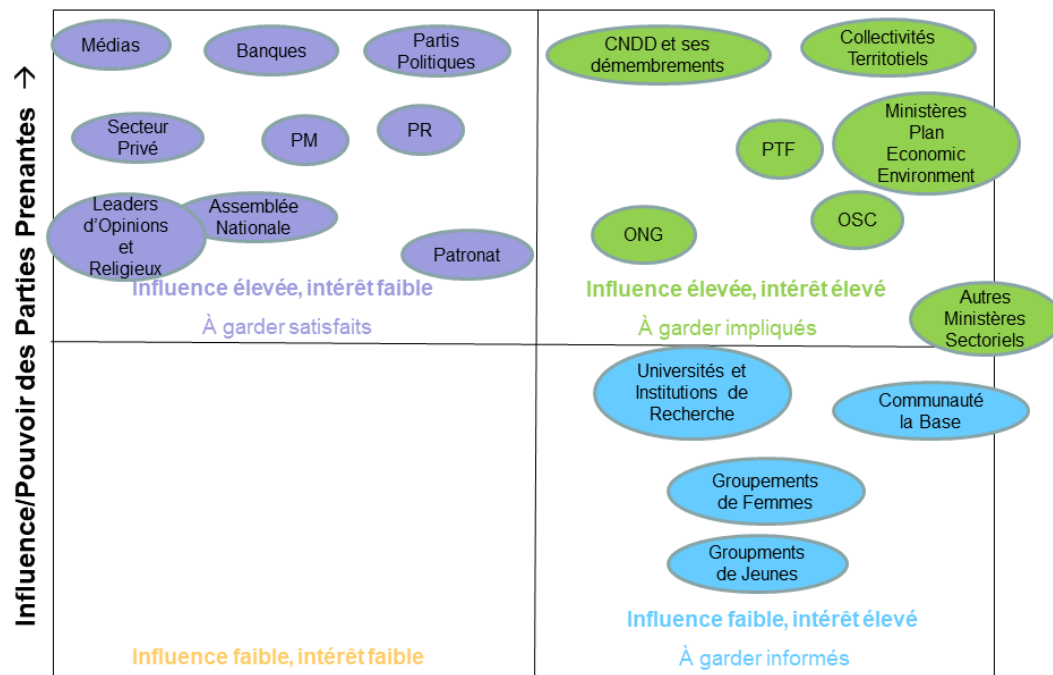


**Matrice influence et intérêt des parties prenantes - Bénin**



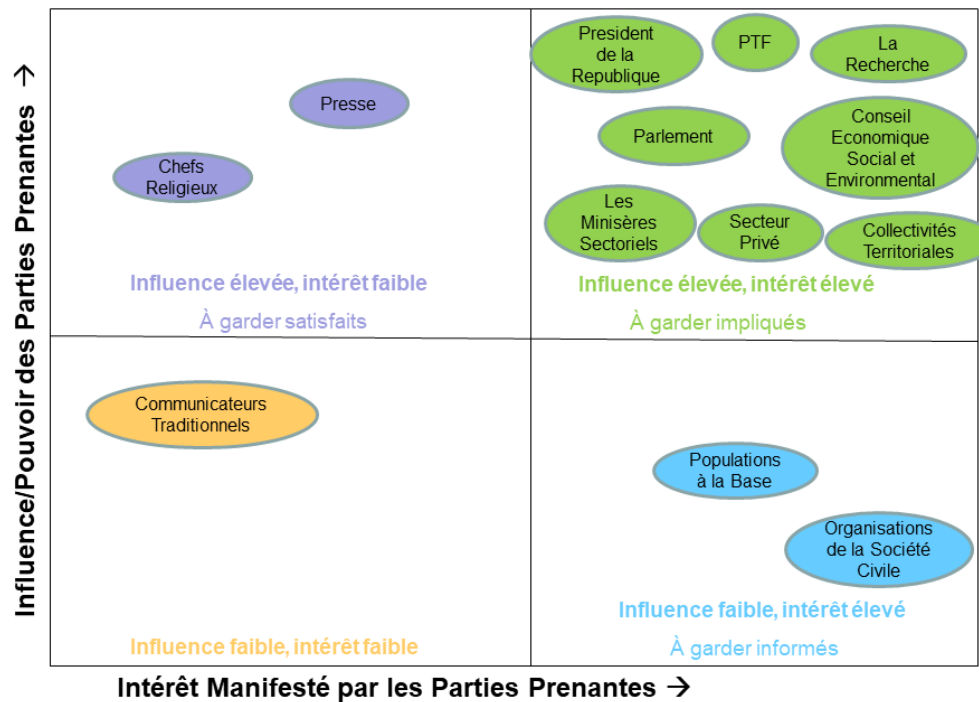
**Intérêt Manifesté par les Parties Prenantes →**

**Matrice influence et intérêt des parties prenantes - Togo**

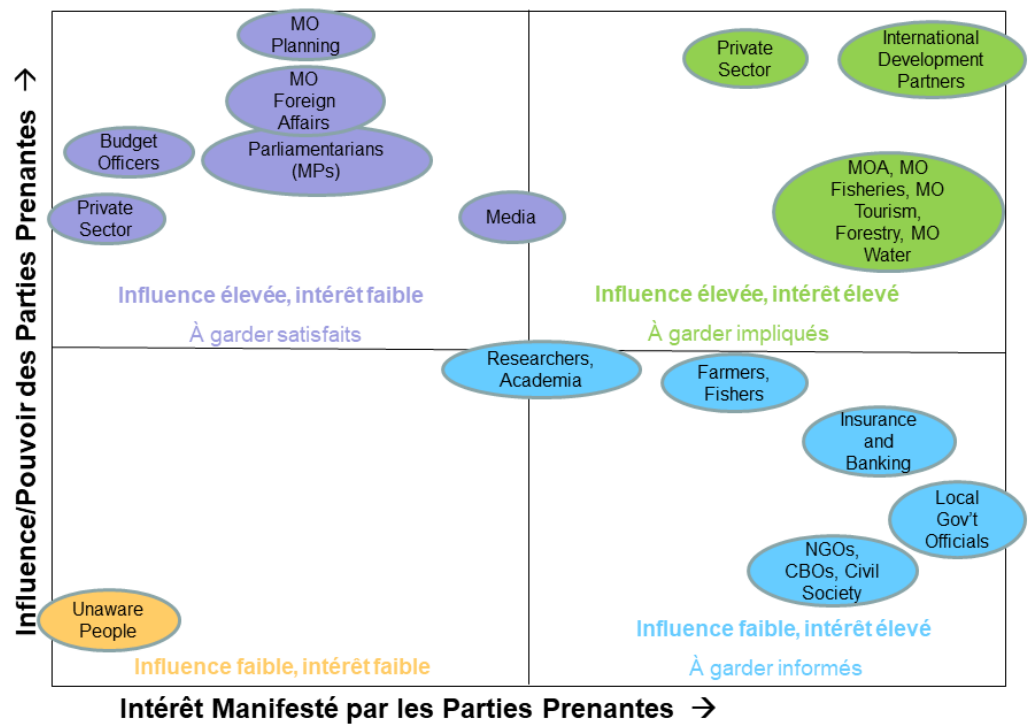


**Intérêt Manifesté par les Parties Prenantes →**

**Matrice influence et intérêt des parties prenantes - Sénégal**



**Matrice influence et intérêt des parties prenantes - Jamaïque**



<b>Exercice 6 : Activité d'élaboration de messages</b>	
<b>Communautés Affectés par le Changement Climatique</b>	
Publique Spécifique	Producteurs de secteur primaire organisations Population à la base
Message Clé	Prendre en compte les CC pour un meilleur rendement
Canaux	Affiches et images Musiques Face to face Emissions Radios Communautaires
<b>Décideurs Gouvernementaux</b>	
Publique Spécifique	Ministre des finances/plan
Message Clé	La non intégration de la dimension CC dans les programmes sectoriels reduine le PIB de 4.5 en 2020 Prenons en compte les CC dans le processus de budgétisation Ne pas investir dans le CC reduirait le PIB de 5% 1 an
Canaux de communication	Note technique Médias Défiant
<b>Les ONGs</b>	
Publique Spécifique	Nationales actives dans le domaine CC
Message Clé	Vous avez un role à jouer dans l'adaptation au CC Le défi est enorme les ONG ont un role a jouer Aidons la population à s'adapter Appel à l'engagement Pour l'adaptation aux CC les ONG s'engagent aux cotés de la population pour réduire leur vulnérabilité
Canaux de communication	Atelier d'échanges Visite d'échanges Depliant Documentaire d'un récit/temoignage
<b>Secteur Privé</b>	
Publique Spécifique	Entrepreneurs agricoles Industriels de transformations Institutions financières (banques, assurances) Prestataires de services climatiques et autres (BIP...)
Message Clé	Les CC provoquant une baisse des rendements de ... % d'ici ... ans L'information climatique améliore les performances des producteurs Les CC son tune opportunité d'investissement et de mobilisation de ressources

Canaux de communication	Radios locales Bulletins d'information Spots télévisés Crieurs publics Sites web (bailleurs : FA – FVC – FEM...)
<b>Les Médias</b>	
Publique Spécifique	Radios locales
Message Clé	Les inondations népourgment personne Radios locales meilleurs moyens de prevention Plus de communications sur les CC moins d'impacts nesatirs
Canaux de communication	Rencontres Prospectus Vidéos
<b>Décideurs Politiques</b>	
Publique Spécifique	Président ou Premier Ministre
Message Clé	S'adapter c'est sauvé 60% d'Infrastructures Economiques et Côtiers et 30% de economie national NAP will help us fulfill commitments under international agreements and treaties to secure funding bilateral/multilateral
Canaux de communication	Note politique Note politique bande publicitaire

<b>Exercice 7 : Propositions des actions</b>	
<b>Pays</b>	<b>Actions concrètes</b>
Bénin	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation des acteurs à divers niveaux</li> <li>• Faire le plaidoyer pour la création d'une ligne budgétaire</li> <li>• Alimenter le centre de documentation ANCB</li> <li>• Publier le rapport sur le site de l'ANCB et l'envoyer aux 77 communes</li> <li>• Rendre compte aux autorités à divers niveaux des recommandations</li> <li>• Elaborer un plan de communication stratégique sur le processus PNA du Bénin</li> </ul>
Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Opérationnalisation du suivi-évaluation du PNA</li> <li>• Séminaire gouvernemental</li> </ul>
Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport</li> <li>• Communication Conseils des Ministres</li> <li>• Note d'orientation sur les bonnes pratiques (budget + communication) du PNA</li> </ul>
Haïti	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La communication stratégique de l'adaptation</li> <li>• Concrétisation interinstitutionnelle (national, local) sur le PNA et processus de planification</li> </ul>
Jamaïque	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Refine the strategy for NAP communication (define groups better, craft specific messages)</li> <li>• Initiate discussions about the establishment of a National Climate Fund</li> </ul>
Madagascar	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Restitution aux comités PNA</li> <li>• Séance de réflexion avec le point focale PNA sur les opportunités d'intégrer RMPNA</li> </ul>

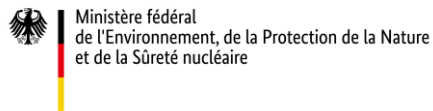


Mali	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Restitution/rapport écrit aux cadres de l'AEDD et au MEADD</li> <li>• Communication verbale au Conseil des Ministres</li> </ul>
Togo	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Territorialisation du processus PNA</li> <li>• Préparation d'une communication en Conseil des Ministres : PNA, FNE, CNDD</li> </ul>
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partager avec les collègues tous les documents de l'atelier et les sensibiliser</li> <li>• Apporter un soutien pour que le Ministre de l'Agriculture intègre la dimension CC dans le PRACAS 2 avec l'appui de PAS-PNA Sénégal</li> <li>• Faire un rapport technique sur les grandes lignes de cet atelier afin d'informer, sensibiliser les autorités du MAER de l'intérêt de l'intégration des CC dans la planification et la budgétisation de PRACAS 2.</li> <li>• Le COMNACC pourra mieux superviser le processus des PNA agriculture et eau, et partager les expériences du Forum avec les membres.</li> </ul>
Nigéria	<ul style="list-style-type: none"> <li>• To embark on a stakeholder consultation to set up monitoring and evaluation (M&amp;E)</li> <li>• To work with other partners on capacity building of various actors</li> <li>• To send a bill to National Assembly on Ecological funds</li> </ul>

Mis en œuvre par :



Mandaté par :



de la République fédérale d'Allemagne

Sous la tutelle du :



Sous la tutelle du :



En coopération avec :



Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :



Secrétariat hébergé par :

